



COMPTES ANNUELS CONSOLIDÉS

2010

Comptes annuels consolidés et audités de la société
United Anodisers S.A./N.V.
pour l'exercice clos le 31 décembre 2010
préparés conformément aux normes IFRS

ALUAN
LISTED
NYSE
ALTERNEXT.

RAPPORT DE GESTION

CHIFFRES CLÉS

(K€)	Année 2010	Année 2009	Année 2008
Compte de résultats			
Chiffre d'affaires	23 333	22 316	29 232
Résultat brut	6 699	5 357	5 868
Marge brute	28,7%	24,0%	20,1%
Résultat d'exploitation	1 738	-733	447
Marge d'exploitation	7,45%	-3,28%	1,53%
Résultat net Avant impôts	1 173	-1 646	-725
Résultat net	1 172	-1 567	-924
Marge nette	5,0%	-3,2%	-3,2%
Cash Flow			
EBITDA	4 022	1 785	3 617
EBITDA/Chiffre d'affaires	17,2%	8,0%	12,4%
Free Cash Flow (EBITDA – Investissements)	3 517	1 522	2 914
Bilan			
Fonds de roulement opérationnel (actif circulant – liquidités – passif circulant + dettes bancaires à court terme)	245	20	1 943
Actif immobilisé corporel	17 610	19 193	21 765
Actif Total	27 461	30 055	34 102
Dettes à long terme	6 511	6 355	7 503
Capitaux propres	12 864	11 511	12 959

Chers actionnaires,

2010 a été une année de forte amélioration des performances du Groupe. La récession mondiale qui a résulté de la crise financière au troisième trimestre 2008 a été la plus profonde jamais connue dans l'histoire du Groupe. Elle a conduit à un effondrement du prix de l'aluminium et un déstockage sans précédent des distributeurs de métal, des fabricants et des revendeurs qui a perduré tout au long de 2009.

Dans l'activité d'anodisation en continu, les effets de la récession se sont fait sentir immédiatement dès le quatrième trimestre de 2008. La baisse des ventes a été si importante qu'elle a très rapidement conduit la Société à restructurer ses activités afin de diminuer les coûts variables et fixes grâce à de nouvelles répartitions des capacités entre les lignes de production, de nouvelles pratiques de travail et de petits investissements de productivité offrant un retour sur investissement rapide.

Les effets bénéfiques de cette réorganisation de l'activité d'anodisation en continu sont perceptibles dans l'augmentation des marges en 2010. Les marges sont également améliorées par une forte augmentation des ventes à partir de Janvier 2010. Cette croissance, portée par une reprise rapide du marché des produits laminés plats en aluminium et initialement alimentée par une reconstitution des stocks due à une hausse des prix de l'aluminium, s'est poursuivie sur le reste de l'année. Le chiffre d'affaires a atteint 18 505 K€ représentant une croissance de 2 595 K€ ou 16,3% et la marge brute a atteint 32,2%, une hausse de presque 10 points comparé à la marge de 2009. Le résultat opérationnel a augmenté de 3 273 K€ pour atteindre un profit opérationnel de 2 106 K€.

L'état très sain du marché a présenté d'autres interrogations. La crise de 2009 a conduit à une diminution de la capacité de laminage engendrant une pénurie d'offre sur le marché face à une demande en forte hausse. Cette situation a affecté négativement les performances de la business unit sur le quatrième trimestre de 2010.

La situation dans l'anodisation par lots a été totalement différente. Bien que l'activité récurrente avec les stockistes aient diminué en 2009, l'activité pour les nouveaux projets d'architecture est restée forte et a concerné principalement des projets de fin chantier au Royaume-Uni, financés avant la crise financière. Ces projets se sont estompés sur les exercices 2009 et 2010 avec pour résultat une diminution des niveaux de la demande au Royaume-Uni. La réduction de la capacité de production mise en place dès le quatrième trimestre 2009 n'a eu qu'un impact limité sur les coûts fixes. Avec des ventes en forte baisse en 2010, le chiffre d'affaires ayant baissé de 1 578 K€ ou 24,6% pour atteindre 4 828 K€, la rentabilité et le cash-flow ont été nécessairement en forte baisse. Le résultat opérationnel de la business unit était en conséquence négatif de 367 K€ comparé à un profit opérationnel de 434 K€ en 2009.

En conclusion, le Groupe a fortement augmenté la marge brute tout en diminuant les charges opérationnelles et a généré un EBITDA de 4 022 K€ (17,3% du chiffre d'affaires), en augmentation de 2 237 K€.

En Décembre 2010, United Anodisers S.A. / N.V. a remboursé ses encours relatifs à un prêt à terme syndiqué et à un crédit revolving. Dans le même temps, la Société a conclu un nouveau prêt à terme de 2,1 M€ d'une durée de 5 ans et un crédit revolving de 1,5 M€ avec deux de ses banques existantes, BNP Paribas Fortis et Banca Monte Paschi Belgio.

En total, les dettes financières ont baissé de 3 492 K€ pour atteindre 9 173 K€ et le ratio d'endettement a baissé pour atteindre 0.62 comparé à 0.92 au 31 décembre 2010. Les charges financières sont en forte amélioration, pour atteindre 570 K€ à comparer avec 947 K€ en 2009.

Le résultat net est positif de 1 172 K€, en amélioration de 2 739 K€ comparé à 2009.

Le groupe a fait des efforts pour limiter les investissements tout en faisant un maximum de maintenance préventive. Le total des immobilisations a en conséquence baissé de 1 515 K€. Par contre, l'augmentation de l'activité a entraîné une légère augmentation des besoins en fonds de roulement de 173 K€, principalement à cause des stocks qui ont augmenté de 134 K€.

Recherche et développement

Le Groupe considère que l'anodisation est le meilleur traitement de l'aluminium, permettant des gammes très larges de couleurs et de finitions, couplées à une protection efficace de très longue durée. Etant donné la croissance projetée du marché global et les avantages environnementaux de l'aluminium, le Groupe ne cherche pas à diversifier en dehors du marché de l'anodisation. Tout travail de développement des produits et des procédés (en interne ou avec la participation des tiers) sera effectué dans le but d'élargir la gamme de produits anodisés plutôt que dans un optique de recherche et développement pur.

Facteurs de risque

Le Groupe est évidemment sujet à des risques industriels normaux, qui affectent toute entreprise, comme la concurrence, le risque de substitution de produit, le risque de liquidité, la capacité à lever des fonds nouveaux, la responsabilité du fait des produits, la qualité et la continuité du management, l'efficacité de la stratégie, la solvabilité des clients et tous les autres risques assurables usuels.

Les activités du Groupe utilisent des produits chimiques et des quantités d'eau importantes. Ceci exige une gestion saine de l'environnement et des investissements afin de rester en conformité avec les lois environnementales. Le procédé de production de la société est électrochimique ; il exige une consommation significative d'énergie et, en conséquence, rend l'entreprise vulnérable à des évolutions à la hausse des coûts énergétiques qu'il pourrait être difficile de répercuter intégralement dans les prix de vente.

La sous-traitance représente la majeure partie de l'activité du Groupe. Pour la plus grande partie de ces ventes, le Groupe n'achète ni ne vend le métal qu'il traite. De plus en plus, la politique du Groupe est de prendre des mesures pour augmenter la demande d'aluminium anodisé dans le marché en travaillant auprès des acteurs de spécification. Mais, en tant que sous-traitant, le Groupe est très dépendant des moyens mis en œuvre par ses clients pour vendre l'aluminium anodisé.

La demande peut périodiquement être influencée par le déstockage ou le réapprovisionnement des distributeurs en métal en réaction aux mouvements marqués dans le prix de l'aluminium. Etant donné le rapport élevé des coûts fixes inhérents à l'activité de la société, des fluctuations importantes dans le chiffre d'affaires peuvent avoir un effet significativement négatif ou positif sur le cash flow et la rentabilité. Suite à la chute brutale des prix de l'aluminium lors du quatrième trimestre 2008, le Groupe est toujours impacté par un déstockage important dans le marché de l'aluminium.

Compte tenu de la nouvelle activité « Projets », menée sous le nom « United Anodisers », le Groupe devra maintenant fournir le métal sur lequel il applique le traitement de surface, ce qui implique, pour une partie de son activité, l'achat et la vente de métal. Selon la politique du Groupe, dès qu'une commande est reçue d'un client, le métal est acheté immédiatement au laminoir à des prix prédéterminés selon les prix à terme LME applicables en fonction du calendrier de livraison du projet. Les risques de change sont couverts à terme. Occasionnellement, le Groupe peut, pour des raisons opérationnelles, maintenir des stocks très limités de métal, dont la valeur sera objet de fluctuations en fonction des variations du prix LME pour l'aluminium. La demande d'aluminium laminé en Europe peut être ponctuellement très élevée et excéder la capacité disponible. Puisque le Groupe peut uniquement traiter le métal de la plus haute qualité, ce type de métal ne viendra généralement que des laminoirs européens. Le manque ponctuel de capacité peut générer de longs délais de livraison. Ceci a provoqué un manque de métal sur le marché en 2007, réduit la quantité de métal disponible pour un traitement par le Groupe et, en conséquence, ponctuellement freiné la croissance des ventes. A la connaissance de la Société, il n'y a pas d'autres circonstances susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement du Groupe.

Conseil d'administration et structure de l'actionariat

À l'initiative de certains gros actionnaires du groupe, d'importants changements ont eu lieu à la tête du Conseil d'Administration et de l'actionariat du groupe en 2010.

M. Laurent Chevalier a démissionné de sa fonction de président du Conseil en Juin 2010 à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle et le mandat de M. Bernard Legrand, administrateur indépendant, n'a pas été renouvelé par les actionnaires lors de cette assemblée.

Au cours des troisième et quatrième trimestres, de nouveaux actionnaires sont entrés au capital de la Société et ont racheté les parts de Midland Montagu Investissement, le plus important détenteur d'actions ordinaires de la Société.

En Novembre 2010, M. Jim Clarke et M. Philip Hughes ont été élus par les actionnaires au conseil d'administration. M. Clarke a ensuite été nommé président du Conseil.

En Décembre 2010, M. Bertrand Piens et M. Jean-Pierre Castel, administrateurs indépendants (qui avaient initialement été proposés en qualité d'administrateurs par M. Chevalier et M. Legrand) ont démissionné après avoir fait état de divergences d'opinion avec d'autres membres du Conseil.

Le Conseil d'Administration estime que le nouveau conseil représente un vaste éventail d'intérêts et d'expérience et qu'il est bien placé pour soutenir l'équipe de direction dans le développement de la création de valeur pour les actionnaires au regard de certaines opportunités très intéressante, mais difficiles pour le Groupe.

Déclaration selon l'article 96 du Code des Sociétés - Comité d'audit

Le conseil d'administration procède, en comité d'audit, à l'examen régulier des sujets suivants :

- suivi du processus d'élaboration de l'information financière
- suivi de l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques du Groupe
- suivi du contrôle légal des comptes annuels du Groupe par le commissaire et suivi des questions et recommandations du commissaire
- vérification et surveillance de l'indépendance du commissaire, en particulier en ce qui concerne la prestation par celui-ci de services complémentaires au Groupe.

Lorsque le conseil siège en comité d'audit, le conseil est présidé par Andrew Reicher, administrateur indépendant. M. Reicher est fort d'une longue expérience dans le monde de la finance. Il a notamment passé 10 années dans la banque d'investissement (Citicorp et Crédit Suisse), suivies de 20 années en capital investissement (Actis...). Economiste de formation, M Reicher a, depuis la mise en application en 1987 de la première loi sur les Services Financiers, été admis par l'Autorité des Services Financiers britannique (« the Financial Services Authority »), à pratiquer dans le domaine des services financiers et de l'investissement. Il a aussi été membre du conseil d'administration d'un important nombre de sociétés. Le conseil d'administration est en conséquence satisfait que M Reicher détienne une expérience récente et adéquate pour remplir son rôle de Président du Comité d'Audit.

Perspectives pour 2011

La situation économique générale continue de s'améliorer et est tirée principalement par les marchés émergents. Certains facteurs d'incertitudes pourraient néanmoins perturber la dynamique de cette reprise (force de l'euro, situation politique au Moyen-Orient, hausse des prix des denrées alimentaires).

En anodisation en continu, les niveaux de la demande au premier trimestre de 2011 sont restés élevés. La demande actuelle pour les produits laminés plats en aluminium devrait rester forte pendant les mois à venir. Cette tendance se traduit par de très longs délais pour la livraison de bobines d'aluminium en Europe.

Hors d'Europe, le Groupe consacre des ressources importantes pour développer les nouvelles économies mondiales émergentes. L'aluminium anodisé dispose d'une exceptionnelle durabilité et d'une excellente recyclabilité ; il est léger et son aspect reflète parfaitement la modernité d'un monde en développement.

Les activités d'anodisation par lots du Groupe sont concentrées au Royaume-Uni. Cette économie devrait prendre plus de temps à se redresser comparativement aux autres économies du nord de l'Europe continentale. Les profondes réductions des dépenses publiques auront nécessairement des répercussions sur le financement de nouveaux bâtiments publics. Nonobstant, des signes encourageants d'une reprise au Royaume-Uni apparaissent dans le secteur privé avec des projets architecturaux haut de gamme, pour lesquels les produits d'anodisation par lots du Groupe sont généralement employés.

Le conseil d'administration estime que les produits du Groupe sont encore mieux adaptés aux besoins de 2011 qu'en 1972, date à laquelle ils ont d'abord été introduits en Europe. Le Groupe détient une position de premier plan sur le marché mondial qu'il cherche à consolider encore davantage dans les marchés émergents. Le Groupe reste la référence mondiale en matière de qualité, il est régulièrement choisi comme fournisseur exclusif en produits anodisés pour des projets architecturaux emblématiques à travers le monde.

Déclaration portant sur les informations contenues dans le rapport financier du 31 décembre 2010

Nous attestons au nom et pour compte de la société United Anodisers S.A./N.V., qu'à notre connaissance les états financiers consolidés pour la période clôturée au 31 décembre 2010, sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats de l'émetteur et des entreprises comprises dans la consolidation et que le rapport de gestion pour la période clôturée au 31 décembre 2010 contient un exposé fidèle des informations exigées en vertu des lois et correspond aux états financiers consolidés.

James Clarke, Président du conseil d'administration

Finance & Management International NV, Administrateur délégué représenté par Timothy Hutton

ETATS FINANCIERS CONSOLIDES

COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Note	2010	2009	2008
Chiffre d'affaires	2	23 333	22 316	29 232
Coûts de production	3	-16 633	-16 959	-23 364
Résultat brut	2	6 699	5 357	5 868
Frais des services commerciaux et administratifs		-4 906	-5 981	-5 241
Frais de recherche & développement	4	-55	-109	-180
Résultat opérationnel	2,3	1 738	-733	447
Produits financiers	6	5	34	248
Charges financières	6	-570	-947	-1 420
Résultat net avant impôts		1 173	-1 646	-725
Impôts différés	7	27	27	37
Impôts	7	-28	53	-236
Résultat net après impôts		1 172	-1 567	-924
Part du groupe		1 172	-1 567	-924
Part des minoritaires		-	-	-
Résultat net après impôts par action		0,68€	-0,95€	-0,57€
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	13.2	1 710 994	1 657 341	1 622 798

ETAT DU RÉSULTAT GLOBAL CONSOLIDÉ

Résultat net après impôts		1 172	-1 567	-924
Autres éléments du résultat global		177	80	234
Cash flow hedges	17.4.2	52	-20	-51
Ecart de conversion		125	100	285
Effet d'impôt		-	-	-
Résultat total global		1 349	-1 487	-690
Part du groupe		1 349	-1 487	-690
Part des minoritaires		-	-	-

Les notes des pages 11 à 41 font partie intégrante de ces états financiers.

POSITION FINANCIERE - BILAN CONSOLIDÉ

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Note	2010	2009	2008
Actifs non courant				
Immobilisations corporelles	8.1	17 610	19 193	21 765
Immobilisations incorporelles	8.2	2 359	2 291	2 217
Impôts différés	7.2	836	836	836
Garanties & dépôts		49	83	62
Total		20 854	22 403	24 880
Actifs courants				
Stocks	9	1 389	1 255	1 595
Créances	10	3 971	4 318	5 935
Trésorerie et équivalents de trésorerie	11	1 247	2 079	1 692
Total		6 607	7 652	9 222
Total de l'Actif		27 461	30 055	34 102
Capitaux propres				
	13			
Capital appelé		5 170	5 166	4 885
Prime d'émission		2 700	2 700	2 650
Réserves		5 157	3 860	5 619
Réserve instruments financiers		-163	-215	-195
Total		12 864	11 511	12 959
Passifs non courants				
Établissements de crédit : Dettes à plus d'un an	13.3	6 511	6 355	7 503
Impôts différés	7	291	303	286
Subventions		0	0	16
Total		6 802	6 658	7 805
Passifs courants				
Instruments financiers dérivés	17	163	215	195
Dettes bancaires à court terme	13.3	2 662	6 310	7 362
Impôt courant	7	18	22	194
Créditeurs	12	4 952	5 338	5 587
Total		7 795	11 885	13 338
Total du Passif		27 461	30 055	34 102

Les notes des pages 11 à 41 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE

Exercice clos le 31 décembre (K€)	Notes	2010	2009	2008
Liquidités en début d'exercice	11	2 079	1 692	1 807
Cash flow des activités d'exploitation:				
Résultat d'exploitation et autres profits	2	1 738	-733	447
Amortissements normaux	3,8	2 283	2 518	3 169
Amortissement des subventions		0	-16	-17
Impôts	7	-17	-74	-80
Rémunération fondée sur des actions	13.1			288
Diminution/(Augmentation) des créances	10	410	1 617	-395
Diminution/(Augmentation) des stocks	9	-128	340	47
(Diminution)/Augmentation des créditeurs	12	-425	-249	874
Produits financiers	6	5	34	248
Charges financières	6	-570	-947	-1 420
<i>dont intérêts payés aux banques</i>		<i>-558</i>	<i>-755</i>	<i>-1 185</i>
Différence de change		0	13	-276
Total cash flow des activités d'exploitation		3 296	2 503	2 885
Cash flow des activités d'investissement:				
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	8	-516	-263	-702
Prix de vente d'immobilisations vendues		0	301	
Subventions		-53	0	57
Remboursements/(Paiements) cautions et dépôts		34	-22	-13
Total cash flow des activités d'investissement		-535	16	-658
Cash flow d'acquisition des entreprises liées		-	-	-422
Ressources nettes de liquidités avant financement		2 761	2 519	1 517
Cash flow des activités de financement:				
Remboursement d'emprunts à long terme	13.1	-5 634	-2 393	-2 771
Nouvel emprunt à long terme	13.1	2 100		
Mouvements d'emprunts à court terme	13.3	-97	78	536
Amortissements frais financiers		71	117	144
Achat actions (contrat de liquidité)	13.2	4	5	31
Augmentation capital	13.2	-	33	-
Paiement capital/capital appelé	13.2	-	-	140
Total cash flow provenant des activités de financement		-3 556	-2 161	-1 920
Augmentation/ (Diminution) des liquidités		-795	358	-115
Ecarts de conversion		-37	29	-
Total augmentation/ (diminution) des liquidités		-832	387	-115
Liquidités en fin d'exercice	11	1 247	2 079	1 692

Les notes des pages 11 à 41 font partie intégrante de ces états financiers.

ETAT DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES

K€	Notes	Capital souscrit	Achat actions propres	Prime d'émission	Réserves	Réserve instruments financiers	Total
Solde au 1er janvier 2009	13	4 914	-29	2 650	5 619	-195	12 959
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	-1 567	-	-1 567
Ecart de conversion		5	-	-	95	-	100
Couverture de flux de trésorerie		-	-	-	-	-20	-20
Résultat global de la période		5			-1 472	-20	-1 487
Augmentation du capital		271	-	50	-	-	321
Réserve pour paiements fondés sur des actions	16	-	-	-	-288	-	-288
Achat action propres (contrat de liquidité)		-	5	-	-	-	5
Solde au 31 décembre 2009	13	5 190	-24	2 700	3 859	-215	11 511
Bénéfice/(Perte) net pour la période		-	-	-	1 172	-	1 172
Ecart de conversion					125		125
Couverture de flux de trésorerie		-	-	-	-	52	52
Résultat global de la période		-	-	-	1 297	52	1 349
Achat action propres (contrat de liquidité)			4				4
Solde au 31 décembre 2010	13	5 190	-20	2 700	5 156	-163	12 864

Les notes des pages 11 à 41 font partie intégrante de ces états financiers.

NOTES

1. METHODES ET PRINCIPES COMPTABLES

(a) Activités

United Anodisers S.A. (la « Société ») et ses filiales, Coil GmbH, United anodisers Limited et LHT Anodisers Limited ont pour activité le traitement de surface (anodisation) d'aluminium et interviennent en tant que sous-traitants spécialisés dans le traitement de surface, pour le compte des plus grands laminoirs d'aluminium, des transformateurs d'aluminium et de consommateurs finaux, principalement en Europe.

United Anodisers S.A., agissant sous le nom de « United Anodisers », est également fournisseur d'aluminium anodisé (métal plus traitement de surface) pour des projets architecturaux hors Europe.

(b) Principes comptables

United Anodisers S.A. est une société de droit belge. La Société tient sa comptabilité en Euros (€).

Les comptes consolidés d'United Anodisers S.A. clos le 31 décembre 2010 comprennent la Société et ses filiales (ensemble « United Anodisers » ou « le Groupe »). Le conseil d'administration a arrêté les comptes en date du 26 avril 2011.

(c) Déclaration de conformité

Les comptes consolidés au 31 décembre 2010 du Groupe sont établis en conformité avec le référentiel IFRS (International Financial Reporting Standards), tel que publié par l'IASB et adopté par l'Union Européenne au 31 décembre 2010, et présenté en détail sur le site internet http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm.

Le référentiel IFRS comprend les normes IFRS, les normes IAS (International Accounting Standards), ainsi que leurs interprétations IFRIC (International Financial Reporting Interpretations Committee).

Les méthodes comptables appliquées par le Groupe sont identiques à celles adoptées lors de la préparation des états financiers annuels du Groupe pour l'exercice 2009, à l'exception des normes et interprétations suivantes qui ont été appliquées à partir du 1er janvier 2010.

Les normes et amendements à des normes existantes, et les interprétations émises par l'IFRIC, tels que listés ci-après, qui ont été adoptés par l'Union européenne et dont l'application est obligatoire aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2010, sont les suivants :

- IFRS 3 révisée : « Regroupements d'entreprises » et IAS 27 révisée « Etats financiers consolidés et individuels. Ces normes sont applicables pour les exercices ouverts à compter du 1er juillet 2009, et dans le cas du Groupe applicable aux acquisitions réalisées à compter du 1er janvier 2010. Les effets de ces normes sont décrits ci-dessous dans une note spécifique.
- IFRIC 12 « Accords de concessions de services »,
- IFRIC 15 « Accords pour la construction d'un bien immobilier »,
- IFRIC 16 « Couvertures d'un investissement net dans une activité à l'étranger »,
- IFRIC 17 « Distribution en nature aux actionnaires »,
- IFRIC 18 « Transferts d'actifs en provenance des clients,
- Amendements à IAS 39 « Eléments couverts éligibles »,
- Amélioration annuelle des IFRS — Avril 2009,
- Amendement à IFRS 5 (amélioration annuelle des IFRS — Mai 2008),
- Amendement à IFRS 2 « Transactions intragroupe réglées en trésorerie »,
- Amendement à IAS 12 « Impôt différé : recouvrement des actifs sous jacents ».

Les nouveaux amendements et interprétations sont sans incidence sur les comptes clos au 31 décembre 2010.

Le Groupe n'a pas opté pour une application anticipée des normes, amendements de normes et interprétations suivants (adoptés ou en cours d'adoption par l'Union Européenne) :

- Amendement à IAS 32 « Classement des droits de souscription émis », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er février 2010 ;
- IFRIC 19 « Extinction de passifs financiers avec des instruments de capitaux propres », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010 ;
- Amendement à IFRIC 14 « Remboursement anticipé des exigences de financement minimum », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011 ;
- Amendement à IFRS 7 « Transfert d'actifs financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2011 ;
- IAS 24 Révisée « Transactions entre parties liées », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2011.
- Améliorations annuelles — Mai 2010, applicable aux exercices ouverts à compter du 1er juillet 2010 ;
- IFRS 9 « Instruments financiers », applicable aux exercices ouverts à compter du 1er janvier 2013.

Aucun impact sur les comptes consolidés du Groupe n'est attendu de l'entrée en vigueur de ces normes.

Application d'IFRS 3 et IAS 27 Révisées

IFRS 3 révisée introduit de nombreux changements pouvant impacter significativement le mode de comptabilisation des regroupements d'entreprise. Les principaux changements sont notamment la comptabilisation immédiate en charges des frais d'acquisition, la possibilité d'opter lors de chaque regroupement pour le goodwill complet et une nouvelle comptabilisation des ajustements de prix.

IAS 27 révisée modifie le mode de comptabilisation des variations de périmètre. Désormais seules les variations de pourcentage d'intérêt impliquant la perte ou l'acquisition du contrôle d'une entité pourront entraîner un impact en résultat. A contrario, les opérations n'affectant pas le contrôle ne se traduiront que par une nouvelle répartition des capitaux propres entre la part du groupe et les intérêts minoritaires. Les modalités de répartition des pertes générées par les filiales sont également modifiées

Ces changements sont applicables de manière prospective sont donc sans incidence sur les regroupements d'entreprises réalisés avant le 1er janvier 2010. En l'absence de regroupement d'entreprises intervenu sur l'année 2010, les révisions de ces normes n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes consolidés clos au 31 décembre 2010.

(d) Base de la présentation

Les comptes annuels sont présentés en Euros, arrondis au millier le plus proche. Ils sont préparés sur base du coût historique à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évaluées et comptabilisés à leur juste valeur.

Les comptes annuels consolidés donnent la situation financière en date du 31 décembre 2010 et se rapportent à la période de 12 mois se clôturant au 31 décembre 2010.

La préparation des comptes annuels en conformité avec les IFRS requiert que le management procède à des estimations et définisse des hypothèses qui impactent le montant des actifs, passifs, charges et produits. La réalité peut différer de ces estimations. Les estimations comptables ainsi que les hypothèses sous-jacentes sont revues régulièrement. Les ajustements des estimations comptables sont comptabilisés dans la période au cours de laquelle elles ont été revues si cette revue ne concerne que cette période, ou dans la période au cours de laquelle la révision a eu lieu et dans les périodes futures si cette révision affecte tant la période actuelle que les périodes future.

Les estimations effectuées concernent plus particulièrement la dépréciation des créances client et des stocks (*indication du montant des provisions*), la détermination de la valeur d'utilité des UGT ainsi que les actifs d'impôts différés constatés sur les déficits reportables (*indication du montant*).

(e) Règles de consolidation

La méthode de consolidation par intégration globale concerne toutes les filiales qui sont contrôlées par United Anodisers S.A., la société mère. Les sociétés filiales sont celles dans lesquelles la Société détient, directement ou indirectement, plus de la moitié des droits de vote ou dans lesquelles la Société détient par ailleurs, un contrôle de fait, de façon à obtenir des avantages de ses activités.

Lorsqu'une filiale, au cours de l'exercice, commence à être contrôlée ou cesse d'être contrôlée, ses résultats sont inclus uniquement à partir de, ou jusqu'à la date à laquelle, le contrôle commence ou cesse.

Toute balance ou transaction entre les entreprises du Groupe est éliminée. Une liste des filiales du Groupe est fournie dans la Note 18.

(f) Devises

Les transactions libellées dans d'autres devises que l'Euro sont enregistrées initialement au taux en vigueur au jour de la transaction. Lors de la clôture de l'exercice, les créances et les dettes libellées en devises étrangères sont converties aux taux de change en vigueur à la date de clôture. Les différences de conversion qui en résultent sont prises en compte dans le résultat de la période.

Les états financiers statutaires de chaque entité du groupe sont présentés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel opère l'entité (sa monnaie fonctionnelle). Pour les états financiers consolidés, le compte de résultat et le bilan de chaque entité du groupe sont convertis en euros, qui est la monnaie fonctionnelle de la Société et la monnaie de présentation des états financiers consolidés.

Pour la présentation des rapports financiers consolidés, les actifs et passifs des filiales étrangères du Groupe sont convertis en euros en utilisant les taux de change en vigueur à la date de clôture. Les produits et les charges sont convertis au taux de change moyen. Les différences de conversion en résultants sont comptabilisées dans les autres éléments du résultat global et cumulées dans une composante distincte des capitaux propres (et ventilées entre part Groupe et intérêts minoritaires, le cas échéant).

Le Goodwill et autres ajustements de juste valeur résultant de l'acquisition d'entités dont la monnaie fonctionnelle n'est pas l'euro sont considérés comme de étant des actifs et passifs de l'entité étrangère et sont donc convertis en euros au taux de clôture.

(g) Instruments financiers dérivés, opérations de couverture

United Anodisers a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir contre les risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de United Anodisers consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par United Anodisers pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- le Groupe s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

Les instruments financiers dérivés sont valorisés à leur juste valeur.

Les variations de la juste valeur d'un instrument de couverture qui correspond à une couverture efficace de flux de trésorerie, sont comptabilisées directement dans la réserve relative aux instruments de couverture dans les autres éléments du résultat global. La partie inefficace est comptabilisée directement dans le compte de résultat.

(h) Immobilisations

Immobilisations corporelles

Les immeubles, machines et outillages sont comptabilisés à leur prix d'acquisition, et sont diminués des amortissements cumulés et des dépréciations. Les terrains ne sont pas amortis. Le prix d'acquisition des immeubles, machines et outillages inclut le prix d'achat des matériaux, la main-d'œuvre, les frais environnementaux et les autres frais.

L'immeuble d'United Anodisers S.A. à Landen en Belgique a fait l'objet d'une réévaluation en 1989. L'écart de réévaluation correspondant, compris dans les capitaux propres, est transféré progressivement dans les réserves à concurrence des amortissements annuels actés sur cet écart de réévaluation. Depuis, United Anodisers S.A. n'a plus appliqué que le traitement de référence du coût amorti pour ses immobilisations corporelles.

Les dotations aux amortissements sont calculées de manière à amortir les immobilisations de façon linéaire sur leur durée probable d'utilité. Les amortissements sont calculés à partir de la date à laquelle l'actif est disponible pour utilisation.

Les taux d'amortissement en vigueur sont les suivants :

Constructions	10 - 25 ans
Lignes de production no.4 et no. 5	20 ans
Petites machines et outillage	3 - 10 ans
Matériel roulant	3 - 10 ans
Mobilier	10 – 20 ans

Les subventions non remboursables dont a bénéficié la nouvelle ligne de production n° 5 de Coil GmbH en Allemagne ont été déduites de son prix d'acquisition au moment de leur encaissement. L'amortissement des investissements correspondants est calculé sur le montant net de subventions.

Lorsque des éléments d'immobilisations corporelles ont des durées d'utilité différentes, ils sont comptabilisés séparément.

Les dépenses ultérieures ne sont portées à l'actif que si elles permettent d'augmenter les avantages économiques futurs générés par l'immobilisation corporelle. Les frais de réparation et d'entretien qui ne permettent pas d'augmenter les avantages économique futurs de l'actif concerné, sont comptabilisés en charges.

Leasing

Les installations et outillages pris en leasing pour lesquels la Société assume tous les risques et bénéfices sont classés sous la dénomination « leasing financier ». Les autres biens en leasing sont classés sous la dénomination «leasing opérationnel».

Les immobilisations financées au moyen de contrats de leasings financiers sont comptabilisées à l'actif et au passif initialement pour des montants équivalents à la juste valeur du bien loué ou pour des montants équivalents à la valeur actualisée des paiements minimaux si celle-ci est inférieure. Ces immobilisations suivent les méthodes et règles d'évaluation, amortissement et dépréciation de la catégorie de biens auxquelles elles sont rattachées. Les dettes de leasing sont diminuées des remboursements en capital, alors que la partie du paiement ayant trait à la charge d'intérêt est directement portée en résultat.

Les paiements effectués dans le cadre des leasings opérationnels sont enregistrés au compte de résultat, de manière linéaire, pendant la durée du leasing, sauf lorsqu'une autre alternative est plus représentative de la durée pendant laquelle la société bénéficie de l'usage de l'immobilisation.

Immobilisations incorporelles

Les logiciels et les charges liées à leur mise en service sont comptabilisés à leur prix d'acquisition et sont amortis sur 10 ans.

Les frais de recherche ainsi que les frais de développement qui ne répondent pas aux critères de comptabilisation d'un actif sont pris en charge au moment où ils sont encourus.

Goodwill

Les acquisitions de filiales et d'activités sont comptabilisées selon la méthode dite de l'acquisition. Le coût du regroupement d'entreprises correspond au total des justes valeurs (à la date d'échange) des actifs remis, des passifs encourus ou assumés, et des instruments de capitaux propres émis par le Groupe en échange du contrôle de l'entreprise acquise. Les actifs, les passifs et les passifs éventuels identifiables de l'entreprise acquise qui répondent aux critères de comptabilisation sont comptabilisés à leur juste valeur à la date d'acquisition.

Le goodwill provenant de l'acquisition d'une filiale représente l'excédent du coût d'acquisition par rapport à la part d'intérêt du Groupe dans la juste valeur nette des actifs, des passifs et des passifs éventuels identifiables de la filiale comptabilisés à la date de l'acquisition (méthode du goodwill partiel). Pour chaque regroupement, le Groupe a la possibilité d'opter pour une évaluation à la juste valeur des intérêts non contrôlés. Dans ce cas le Groupe comptabilise un écart d'acquisition sur l'intégralité des actifs et passifs identifiables (méthode du goodwill complet).

Le goodwill est comptabilisé comme un actif évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Si le goodwill est négatif, il est immédiatement comptabilisé en résultat parmi les « Autres produits » de l'exercice.

Lors de la cession d'une filiale, le montant attribuable au goodwill est inclus dans la détermination du résultat de la cession.

Tests de dépréciation

Une dépréciation est comptabilisée lorsque la valeur recouvrable d'un actif est inférieure à sa valeur comptable. La valeur recouvrable doit être estimée pour chaque actif pris individuellement. Si cela n'est pas possible, IAS 36 impose à une entreprise de déterminer la valeur recouvrable de l'unité génératrice de trésorerie (UGT) à laquelle l'actif appartient.

Une unité génératrice de trésorerie est le plus petit groupe identifiable d'actifs dont l'utilisation continue génère des entrées de trésorerie. Celles-ci sont largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou groupe d'actifs.

La valeur recouvrable est définie comme la plus élevée de la juste valeur diminuée des coûts de cession ou de la valeur d'utilité.

La valeur d'utilité est la valeur actualisée des flux de trésorerie futurs attendus de l'utilisation continue de l'actif et de sa cession à la fin de sa durée d'utilité.

La valeur d'utilité est déterminée par le Groupe à partir des flux de trésorerie estimés sur la base des plans ou budgets établis sur 5 ans maximum, les flux étant au-delà calculés par application d'un taux de croissance constant ou décroissant aux flux de la 5^{ème} année, et actualisés en retenant des taux du marché à long terme après impôt qui reflètent les estimations du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques des actifs. La valeur terminale est déterminée à partir de l'actualisation à l'infini des flux calculés de la dernière année.

Toute perte de valeur constatée est affectée d'abord à la réduction de la valeur comptable des goodwill relatifs à l'UGT ou groupe d'UGT concerné, puis à la réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT. Une perte de valeur comptabilisée sur un goodwill n'est jamais reprise.

Les tests de dépréciation sont effectués à chaque clôture annuelle ou dès l'apparition d'un indice de perte de valeur pour le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée de vie indéterminée.

Les UGT sont essentiellement déterminées par référence aux activités et marchés dans lesquels opère le Groupe. Le goodwill figurant à l'actif du bilan est affecté en totalité au groupe d'UGT « Anodisation par lot ».

(i) Stocks

Les stocks sont valorisés à la valeur d'acquisition ou à la valeur nette de réalisation si cette dernière est inférieure. Le coût est déterminé selon la méthode FIFO (« first-in, first-out ») ; il inclut les frais d'acquisition des stocks ainsi que les frais de transports et de conditionnements encourus. La valeur d'acquisition des stocks selon la méthode FIFO se justifie par le fait que le stock comptable se constitue de produits consommables (par exemple les produits chimiques) et de pièces de rechange.

La valeur nette de réalisation correspond au prix de vente estimé dans des conditions normales de marché, diminué des frais d'achèvement et des frais nécessaires à la réalisation de la vente.

Le stock des pièces détachées est régulièrement analysé et des moins-values peuvent être enregistrées en fonction de l'ancienneté, du degré de rotation et du caractère stratégique des pièces de rechange.

(j) Créances commerciales

Les créances commerciales sont initialement comptabilisées à leur juste valeur. A chaque clôture comptable, une revue des créances commerciales douteuses est effectuée sur base d'une analyse détaillée de tous les montants dont la date d'échéance a été dépassée de plus de 60 jours. Les créances douteuses sont provisionnées pour la totalité du risque estimé.

(l) Provisions

Des provisions sont constituées lorsque le Groupe a une obligation juridique ou une obligation implicite résultant d'événements survenus dans le passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources générant des avantages économiques sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque l'ampleur de cette obligation peut être estimée de manière assez fiable.

(m) Avantages du personnel

Provisions pour retraites et engagements assimilés

Régimes à cotisations définies

Les cotisations à payer dans le cadre d'un régime à cotisations définies se caractérisent par des versements à des organismes qui libèrent l'employeur de toute obligation ultérieure, l'organisme se chargeant de verser au salarié les montants qui lui sont dus. De ce fait, une fois les cotisations payées, aucun passif ne figure dans les comptes du Groupe.

Ces cotisations sont comptabilisées en charges lorsqu'elles sont encourues.

Régimes à prestations définies

Les engagements en matière de pensions, de compléments de retraite et d'indemnités de départ en retraite sont évalués en appliquant la méthode actuarielle des unités de crédit projetées conformément à la norme IAS 19. Cette méthode présente la valeur actuelle probable des droits acquis, évalués en tenant compte des augmentations de salaires jusqu'à l'âge de départ à la retraite, des probabilités de départ et de survie. Les hypothèses propres à chaque régime tiennent compte des contextes économiques et démographiques locaux.

La valeur inscrite au bilan au titre des avantages aux personnels et autres avantages à long terme correspond à la valeur actualisée des obligations futures nette des actifs de couverture.

Lorsque les avantages du régime sont améliorés, la quote-part des avantages complémentaires relatifs aux services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisée en charges selon un mode linéaire sur la durée moyenne restant à courir jusqu'à ce que les droits correspondants soient acquis au personnel. Si les droits à prestations sont acquis immédiatement, le coût des avantages est comptabilisé immédiatement dans le compte de résultat.

Le Groupe a opté pour une comptabilisation des écarts actuariels intégralement en capitaux propres.

Plan de stock options

En décembre 2009, la Société a mis en place un plan de « stock options » au bénéfice des ouvriers éligibles de l'entreprise.

A la clôture du plan, au 22 février 2010, 5 000 stocks options ont été attribuées. Les caractéristiques de ce plan sont décrites en note 13.2 de l'annexe. La juste valeur des options déterminée conformément à la norme IFRS 2 lors de leur attribution étant non significative, aucune charge n'a été comptabilisée au titre de l'avantage accordé.

(n) Emprunts portant intérêts

Les emprunts portant intérêts sont comptabilisés à leur coût initial (équivalent à leur juste valeur), diminué des coûts de transaction y afférents. Ensuite, ils sont valorisés à leur « coût amorti », toute différence entre la valeur nominale et la valeur de remboursement est étalée au compte de résultat pendant la durée de l'emprunt selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

(o) Dettes commerciales et autres dettes

Les dettes commerciales et autres dettes sont initialement comptabilisées au bilan à la juste valeur. Celle-ci correspond généralement au montant de la facture lorsqu'il s'agit de dettes à court terme. Elles sont ensuite comptabilisées au coût amorti.

(p) Impôts

Conformément à la norme IAS 12 « Impôts sur le résultat », des impôts différés sont calculés sur les différences temporaires entre la base imposable et la valeur en consolidation des actifs et passifs.

Toutefois et en application de la norme IAS 12, il n'est pas constaté d'impôt différé sur les différences temporaires générées par un goodwill dont la dépréciation n'est pas déductible.

Les actifs et passifs d'impôts différés sont évalués selon la méthode du report variable, sur la base des taux en vigueur ou quasi adoptés à la date de clôture. Les effets des modifications des taux d'imposition sont inscrits dans le résultat ou les capitaux propres au cours de l'exercice au cours duquel le changement de taux est décidé.

Les actifs et passifs d'impôts différés ne sont pas actualisés.

Les actifs d'impôts différés ne sont inscrits et maintenus au bilan que dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils soient récupérés au cours des années ultérieures. L'appréciation par le Groupe de sa capacité à récupérer ces actifs, repose principalement sur les éléments suivants :

- les prévisions de résultats fiscaux futurs ;
- l'existence de différences temporaires taxables ;
- l'analyse de la part des charges exceptionnelles ne devant pas se renouveler à l'avenir, incluses dans les pertes passées ;
- enfin, l'historique des résultats fiscaux des années précédentes.

Les impôts sont comptabilisés au compte de résultats sauf s'ils concernent des éléments qui ont directement été comptabilisés dans les capitaux propres ; dans ce cas, les impôts sont également comptabilisés directement dans les capitaux propres.

L'impôt courant est le montant des impôts à payer sur les revenus imposables de l'année écoulée ainsi que tout ajustement aux impôts payés ou à payer relatifs aux années antérieures. Il est calculé en utilisant le taux d'imposition en vigueur à la date de clôture.

(q) Chiffre d'affaires

Le chiffre d'affaires reprend le montant des ventes aux clients hors TVA et autres taxes sur le chiffre d'affaires.

Les ventes de services sont comptabilisées lorsque le service a été effectué et les risques et bénéfices sont transférés. En cas de risque concernant la réalisation du paiement intégral de ce chiffre d'affaires, la différence est provisionnée, soit par le biais des avoirs à établir, soit par la constitution d'une provision pour créances douteuses.

(r) Subventions

Les subventions gouvernementales ne sont reconnues que lorsque suffisamment de certitudes existent quant à leur octroi et quant au respect par la société des conditions associées à ces subventions. Les subventions sont prises en résultat de manière systématique, conformément au plan d'amortissement des immobilisations à l'origine de ces subventions.

Les subventions du Groupe ont principalement été obtenues lors de la construction de l'usine à Bernburg en Allemagne. Il s'agit de subventions reçues du Landesförderinstitut Sachsen-Anhalt, dont les fonds proviennent du « Land » Sachsen Anhalt, de la République allemande et des fonds européen pour le développement régional et du Finanzamt, le ministère des finances allemand.

(s) Information sectorielle

Les secteurs opérationnels régulièrement examinés par le management exécutif du Groupe sont au nombre de deux :

- le secteur « anodisation en continu » (United Anodisers S.A./N.V., Coil GmbH et United Anodisers SAS)
- le secteur « anodisation par lots » (United Anodisers Limited, United Anodisers Holding Limited, LHT Anodisers Limited, Heywood Metal Finishers Limited et Old LHT Limited.)

Les données sectorielles du reporting interne et celles présentées dans les notes annexes ci-après suivent les mêmes règles comptables que celles utilisées pour les états financiers consolidés. La mesure de la performance de chaque segment est basée sur le résultat opérationnel.

2. INFORMATIONS PAR SEGMENT

PAR ACTIVITE	Anodisation en continu		Anodisation par lots		Consolidé	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
K€						
Compte de résultat						
Chiffre d'affaires	18 505	15 910	4 828	6 406	23 333	22 316
Résultat brut	5 961	3 645	739	1 712	6 699	5 357
Résultat opérationnel	2 106	-1 167	-367	434	1 738	-733
Revenus financiers	-	-	-	-	5	34
Frais financiers	-	-	-	-	-570	-947
Résultat Net	-	-	-	-	1 172	-1 567
Autres informations						
Actifs segmentés (hors interco)	21 290	23 998	6 171	6 057	27 462	30 055
Dettes (hors interco)	7 774	16 126	1 399	2 418	9 173	18 544
Investissements	283	218	222	45	505	263
Amortissements	2 104	2 338	179	180	2 283	2 518

La production de Coil GmbH est pour sa plus grande partie faite en sous-traitance pour United Anodisers S.A./N.V à l'intérieur du segment Anodisation en continu. En conséquence, son chiffre d'affaires est presque entièrement éliminé dans les comptes consolidés. Les services de la société française, United Anodisers SAS sont entièrement effectués pour le compte du groupe et la totalité de son chiffre d'affaires est éliminée dans les comptes consolidés.

Les revenus du Groupe provenant de clients externes et les actifs non courants (autres que les instruments financiers et les impôts différés) sont répartis comme suit par zone géographique :

K€	2010		2009	
	Chiffre d'affaires	Actifs non courants	Chiffre d'affaires	Actifs non courants
Allemagne	10 829	8 858	8 571	9 338
Royaume-Uni	4 536	2 477	5 672	2 317
Belgique	2 466	6 342	2 305	7 613
France	1 603	43	2 399	49
Italie	1 960	-	1 688	-
Etats Unis	1 062	-	142	-
Autres pays	877	-	1 539	-
Total	23 333	17 720	22 316	19 317

Le Groupe réalise 68 % de son chiffre d'affaire avec ses 10 clients principaux et le client le plus important représente plus de 10% en lui seul.

3. RÉSULTAT OPERATIONNEL

Le résultat opérationnel est établi après déduction des coûts de productions et des éléments suivants:

K€	2010	2009
Dotations aux amortissements (note 8)	2 283	2 518

4. FRAIS DE RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

K€	2010	2009
Total des frais de recherche et développement de l'exercice	55	109

Les frais de recherche et développement concernent le développement et l'amélioration des procédés et produits existants et ne remplissent pas les conditions d'activation définies par IAS 38.

5. ANALYSE DES FRAIS DE PERSONNEL

Nombre d'employés et coûts y afférents	2010	2009
Nombre moyen d'employés		
Direction et administration	59	64
Production	161	178
Total	220	242
Frais de personnel	K€	K€
Salaires	6 335	6 645
Charges sociales et autres charges de personnel	1 845	1 892
Total	8 180	8 537

6. RÉSULTAT FINANCIER

K€	2010	2009
Produits financiers	5	34
Charges d'intérêts liées à la dette bancaire	-558	-824
Autres intérêts et frais financiers et bancaires	-12	-123
Total	-565	-914

7. IMPÔTS

7.1. Impôts courants

Ventilation de la charge d'impôt au compte de résultat :

K€	2010	2009
Charge d'impôts courants	-	-
Exercice en cours	-	-
(Reprises)/Compléments de provision des exercices antérieurs	28	-
Impôts différés	-	-
Création et reprise de différences temporaires	-27	118
Impôts différé actif calculé sur perte des exercices antérieurs	-	-118
Total d'impôts repris en compte de résultats	1	-

Réconciliation de la charge d'imposition effective:

K€	2010	2009
Bénéfice avant impôts	1 172	-1 646
Ajustement de la base taxable		
Charges non déductibles fiscalement	277	222
Intérêts notionnels	-338	-398
Total	1 111	-1 822
Charge d'impôt sur base du taux applicable en Belgique	-	-
Effet des pertes de l'exercice pour lesquelles aucun impôt différé a été calculé	-	-
Différence de taux d'imposition	-	-221
Utilisation de pertes fiscales récupérables	-1 111	221
Impôt différé actif calculé sur pertes fiscales antérieures	-	-
Autres ajustements	-	-
Total	-	-

Les taux d'imposition applicables au Groupe dans les pays où il opère sont de 33,99% (Belgique), 26,38% (Allemagne), 28,0% (Royaume Uni) et de 33,33% (France).

L'impôt des sociétés est calculé sur base des comptes annuels de la société, établis conformément à la législation en vigueur dans le pays d'immatriculation des différentes sociétés.

Au 31 décembre 2010, la société mère faisait état de pertes fiscales de 17 054 K€ (2009: 17 049 K€) et Coil GmbH de 1 103 K€ (2009 : 1 982 K€). Les pertes fiscales de la maison mère peuvent, selon la législation belge en vigueur, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée, à condition toutefois que les entreprises concernées ne modifient pas leurs activités ni leur structure juridique. Les pertes fiscales en Allemagne peuvent, sous certaines conditions, être reportées et imputées sur les futurs revenus taxables, sans restriction de durée.

7.2 Impôts différés

K€	Actifs		Passifs	
	2010	2009	2010	2009
Immobilisations corporelles	-	-	291	303
Pertes fiscales reportées	836	836	-	-
Autres éléments	-	-	-	-
Impôts différés bruts	836	836	291	303
Compensation fiscale	-	-	-	-
Impôts différés net	836	836	291	303

Les créances d'impôts calculées sur les pertes fiscales représentent une partie peu significative du montant potentiellement recouvrable et devraient, selon nos prévisions actuelles, être utilisées dans un futur proche.

Le montant des pertes fiscales dont les impôts différés ne sont pas activées à la clôture de l'exercice s'élève à 14 595 K€ (2009 : 14590 K€).

8. IMMOBILISATIONS

8.1. Immobilisations corporelles

K€	Terrains et bâtiments	Installations et Constructions	Mobilier Machines et Outillage	Total
Valeur d'acquisition:				
Au 1er janvier 2010	15 188	61 547	741	77 476
Différence de conversion	70	101	8	179
Additions	20	473	12	505
Ventes	-	-	-39	-39
Reclassement	-	53	-	53
Au 31 décembre 2010	15 278	62 175	722	78 175
Amortissements:				
Au 1^{er} janvier 2010	7 814	49 759	710	58 283
Différence de conversion	9	45	8	62
Dotations de l'exercice	462	1 780	16	2 259
Reprise des amortissements sur l'actif vendu	-	-	-39	-39
Au 31 décembre 2010	8 286	51 583	696	60 565
VNC 31 décembre 2009	7 373	11 789	31	19 193
VNC 31 décembre 2010	6 992	10 592	26	17 610

8.2. Immobilisations incorporelles

K€	Software	Goodwill	Total
Valeur d'acquisition			
Au 1^{er} janvier 2010	1 169	2 167	3 336
Différence de conversion	-	81	81
Additions	11	-	11
Au 31 décembre 2010	1 180	2 249	3 451
Amortissements			
Au 1^{er} janvier 2010	1 045	-	1 045
Amortissements	25	-	25
Au 31 décembre 2010	1 070	-	1 070
VNC 31 décembre 2009	124	2 167	2 291
VNC 31 décembre 2010	110	2 249	2 359

Le goodwill a été affecté au groupe d'UGT « Anodisation par lots ». La valeur d'utilité (valeur recouvrable) de cette UGT a été déterminée selon la méthode des Discounted Cash Flows (DCF) basée sur les hypothèses suivantes :

- Estimation des flux de trésorerie futurs attendus basés sur le budget 2011 et le business plan à 5 ans le plus récent, établi par la direction. Le business plan couvrant la période 2012-2016 a été élaboré avec des hypothèses économiques jugées réalistes par le management du Groupe, qu'il s'agisse des niveaux de chiffre d'affaires ou des prix des matières premières et de l'énergie. Les hypothèses-clés utilisées par le management reposent notamment sur un taux de marge stable, basé sur l'expérience passée.
- Les flux de trésorerie actualisés sont notamment basés sur :
 - ✓ les résultats d'exploitation prévisionnels retraités des amortissements ;
 - ✓ les variations du besoin en fonds de roulement et les investissements.
- La valeur terminale est calculée sur la base d'un taux de croissance à l'infini de 1,5 %, taux qui ne dépasse pas le taux de croissance moyen à long terme du secteur d'activité de l'UGT.
- L'actualisation des cash-flows se fait sur la base du coût moyen pondéré du capital, déterminé en fonction des paramètres financiers de rendement et de risque du marché. Le taux retenu est de 9,5%.

Au 31 décembre 2010, aucune perte de valeur irréversible n'a été constatée sur le goodwill par le Groupe.

Le test de sensibilité décrit ci-après, relatif au taux de croissance à long terme utilisé, confirme l'absence de perte de valeur du goodwill :

- l'hypothèse de l'absence totale de croissance à long terme au-delà de l'horizon du plan (absence de taux de croissance à l'infini) conduirait à une baisse de la valeur d'utilité de 11 %, sans pour autant que celle-ci devienne inférieure à leur valeur nette comptable. Il faudrait pour cela une décroissance de 1 %.

9. STOCKS

K€	2010	2009
Stock de matière première	512	485
En-cours	35	16
Stock de produits finis	71	0
Stock de pièces de rechange	1 064	1 041
Valeur brute	1 683	1 542
Provision	-294	-287
Valeur nette	1 389	1 255

Après analyse du stock de pièces détachées, une moins-value de 7K€ a été enregistrée dans les comptes de l'exercice, portant la provision pour dépréciation du stock à un cumulé de 294 K€.

10. CREANCES

K€	2010	2009
Créances clients - valeur brute	3 596	3 755
Créances clients - provision	-89	-
Créances clients - valeur nette	3 507	3 755
Autres créances	208	360
Charges à reporter	257	202
Total	3 971	4 318

Au 31 décembre 2010, aucun effet à recevoir n'avait été escompté par le Groupe (2009: idem).

11. TRESORERIE ET EQUIVALENTS DE TRESORERIE

K€	2010	2009
Trésorerie	1 247	2 079

United Anodisers N.V./S.A. bénéficiait auprès d'un consortium de 5 banques, d'une ligne de crédit revolving à long terme de 3,6 millions €, mise à disposition le 28 décembre 2004 et expirant le 28 décembre 2010. A la signature de ce crédit, la Société a mis en gage un dépôt en espèces de 400 K€ en couverture des encours sur le crédit. Ce prêt a été remboursé comme prévu le 28 décembre, et le dépôt d'espèces a été libéré un mois plus tard, le 28 janvier 2011.

12. DETTES À COURT TERME

K€	2010	2009
Fournisseurs	1 958	3 211
Charges à imputer	1 350	329
Dettes fiscales et sociales	1 558	1 662
Autres dettes à payer	86	136
Total	4 952	5 338

Les fournisseurs sont généralement payés sur 60 jours et sans paiement d'intérêts. Cependant le fournisseur le plus important de la Société est payé sur 30 jours; au-delà de ce délai des intérêts sont payables au taux de 9,5 % par an.

13. LE FINANCEMENT DU GROUPE

13.1 Structure financière du Groupe

La structure financière du Groupe est constituée des capitaux propres détenus par les actionnaires de la maison-mère, incluant le capital, les réserves et le report à nouveau illustré dans le paragraphe 13.2 ci-dessous, ainsi que des dettes, incluant les emprunts illustrés dans le paragraphe 13.3 ci-dessous, et les liquidités et assimilés liquidités.

Le coefficient d'utilisation des fonds propres

Suite à la construction de l'usine en Allemagne, l'endettement du Groupe a atteint un niveau très important, et le coefficient d'utilisation des fonds propres a frôlé les 300%. Le Groupe a été depuis dans une optique de désendettement. En conséquence, le coefficient d'utilisation des fonds propres est à la baisse depuis lors et représente 62 % au 31 décembre 2010 (92 % au 31 décembre 2009).

K€	2010	2009	2008
Dettes bancaires	9 173	12 666	14 865
Liquidités et équivalents de liquidité	-1 247	-2 079	-1 692
Dettes nettes	7 926	10 587	13 173
Capitaux investis (capitaux propres du Groupe)	12 864	11 511	12 959
Rapport entre la dette nette et les capitaux investis	0,62	0,92	1,02

Analyse de l'évolution de la structure de financement

K€	Emprunts	Capital
Au début de l'exercice:	12 667	5 166
<i>Dont</i>		
<i>A moins d'un an</i>	<i>6 311</i>	<i>-</i>
<i>A plus d'un an</i>	<i>6 356</i>	<i>-</i>
Mouvements de l'exercice:		
Ecart de conversion	-	-
Remboursements d'emprunts à long terme	-5 634	-
Mouvement dans les encours de disponibilités de caisse	-97	-
Nouveaux emprunts à long terme	2 100	-
Rachat actions propres (contrat de liquidité)	-	4
Augmentation du capital	-	
A la clôture de l'exercice :		
<i>Dont</i>		
<i>A moins d'un an</i>	<i>1 897</i>	<i>-</i>
<i>A plus d'un an</i>	<i>7 276</i>	<i>-</i>
Total	9 173	5 170

13.2 Capitaux propres

Le capital souscrit de la société comprend les actions ordinaires, sans notion de valeur nominale, suivantes :

	Nombre d'actions ordinaires	K€
Au 1er janvier et au 31 décembre 2010	1 710 994	5 190
<i>Dont</i>		
<i>Actions au porteur</i>	<i>1 710 993</i>	
<i>Actions nominatives</i>	<i>1</i>	

En application des dispositions de la loi belge et des statuts de la société, chaque action ordinaire confère à son porteur le droit:

- de recevoir les dividendes décidés par le Conseil d'administration, conjointement à d'autres formes de distributions réalisées au prorata
- de voter lors de l'Assemblée Générale annuelle et lors des Assemblées Générales Extraordinaires des actionnaires de la société.

La société a émis 336 449 parts de fondateur (2009: idem), non transférables. Une part de fondateur n'a pas de valeur économique en termes de dividendes ou d'autres distributions, mais il confère le même droit de vote qu'une action ordinaire.

Nombre d'actions utilisé pour le calcul du résultat de base par action	2010	2009
Actions ordinaires au 1 ^{er} janvier	1 710 994	1 622 798
Effet des actions émises	-	34 543
Nombre moyen pondéré d'actions	1 710 994	1 657 341

Prime d'émission

K€	2010	2009
Au 1er janvier	2 700	2 650
Augmentation	-	50
Au 31 décembre	2 700	2 700

Achat d'actions propres

La Société a procédé en 2010 à des rachats d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la société de bourse française Portzamparc, exclusivement pour assurer la liquidité de l'action United Anodisers, cotée sur Euronext Paris (compartiment C). Ces rachats d'actions ont fait l'objet d'un rapport mensuel à l'Autorité des Marchés Financiers en France («AMF»).

Le pair comptable des actions acquises ou cédées pendant l'exercice 2010 s'élève à 3,03€. Les 78 535 actions acquises en 2010 représentent 4,6% du capital souscrit et les 82 097 actions propres cédées en 2010, 4,8 % du capital souscrit. Le prix total des acquisitions d'actions propres en 2010 s'élève à 302 197 € et les cessions en 2010 représentent une contrevaletur totale de 307 912 €. Le nombre total d'actions propres détenues par la Société au 31 décembre 2010 est de 4 215 actions, représentant 0,2% du capital souscrit. Depuis le démarrage du contrat, la Société a fait l'acquisition d'un total de 219 303 actions propres et à la cession d'un total de 224 390 actions propres.

Plan d'options proposé aux ouvriers de la Société

En décembre 2009, la Société a mis en place un plan de « stock options » au bénéfice des ouvriers éligibles de l'entreprise.

A la clôture du plan, au 22 février 2010, 5 000 stocks options ont été attribuées. Les caractéristiques de ses options sont les suivantes :

Options	
Date d'autorisation par l'assemblée générale	11/08/2009
Date d'attribution	22/02/2010
Période d'exercice des options	du 01/01/13 au 15/12/14
Date d'expiration de l'exercice des options	15/12/2014
Condition d'exercice des options	Etre salarié du Groupe à la date d'exercice
Nombre de bénéficiaires	10
Nombre d'options émises	23 500
Nombre d'options attribuées	5 000
Nombre d'options exercées depuis leur attribution	0
Nombre d'options annulées	0
Nombre d'options en vigueur au 31/12/2010	5 000
Prix d'exercice en euros	3,57 €

Le prix par action était au 31 décembre 2010 de 4,41€. Dans la mesure où la juste valeur de ce plan est peu significative, aucune écriture n'a été comptabilisée dans les comptes consolidés du Groupe.

13.3 Détail des emprunts bancaires (avant couverture)

K€	Echéances	Taux d'intérêt	2010	2009
Coil S.A.				
Crédit d'investissement	1998-2018	5,15%	239	270
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,5%	-	1 000
Crédit à long terme	2004-2010	EURIBOR+2,5%	-	3 600
Crédit d'investissement	2011-2015	5,075%	1 050	-
Crédit d'investissement	2011-2015	EURIBOR+2,5%	1 050	-
Frais de financement	-	-	-	-15
Coil GmbH				
Crédit d'investissement	2004-2019	4,30%	3 269	3 654
Crédit d'investissement	2004-2018	EURIBOR + 1,85%	1 807	2 033
Autres emprunts	2004-2011	EURIBOR+1,83%	169	508
Autres emprunts	2005-2018	EURIBOR+1,85%	368	414
Crédits court terme	-	-	-	-
Frais de financement	-	-	-179	-225
United Anodisers Limited				
Crédit immobilier	2007-2022	LIBOR + 1,75%	841	871
Leasing financier	2010-2014	7%	66	-
Crédits court terme	-	Yorkshire Bank Base Rate + 3,35%	543	614
Frais de financement	-	-	-50	-57
Total			9 173	12 667

Échéancier de la dette bancaire (répartition hors couverture):

K€	Au taux fixe		Au taux variable		Total	
	2010	2009	2010	2009	2010	2009
A moins d'un an	628	416	2034	5 895	2 662	6 311
Plus d'un an, moins de deux ans	629	416	482	512	1 111	928
Plus de deux ans, moins de trois ans a	640	416	482	343	1 122	759
Plus de trois ans, moins de quatre ans	649	416	482	343	1 131	759
Plus de quatre ans, moins de cinq ans	647	416	482	343	1 129	759
Plus de cinq ans	1 431	1 846	816	1 603	2 247	3 449
Total	4 624	3 926	4 778	9 039	9 402	12 965
Frais financiers	-	-	-	-	-229	-298
Total	4 624	3 926	4 778	9 039	9 173	12 667

Les échéances des dettes à long terme à taux fixe ne dépassent pas 8 ans (2009: 9 ans). Le taux d'intérêt effectif moyen pondéré pour les emprunts est de 4.3 % par an (2009: 5.48 % par an). Le Groupe couvre une partie des emprunts via des swaps de taux échangeant un intérêt à taux fixe contre un intérêt à taux variable (voir Note 17).

Au 31 décembre 2009, le groupe avait des encours de crédit concernés par un non-respect de covenant. Ces crédits ont été entièrement remboursés depuis. Le groupe a contracté de nouveaux crédits pour un montant potentiel total de 3 600 K€, repartis en un crédit à long terme pour un montant de 2 100 K€ et un crédit « à la demande » d'un montant de 1 500 K€ (ligne revolver). Au 31 décembre 2010, aucun tirage n'a été effectué sur cette dernière ligne de crédit. Par contre, un covenant en Angleterre se trouve en défaut depuis juin 2010, ce qui a engendré une augmentation des taux d'intérêts d'environ 2 points et a engendré le reclassement de la proportion long terme de ce crédit (765 K€) en court terme. La banque n'a exprimé aucun souhait d'obtenir un remboursement anticipé de ce crédit.

Montants des crédits en défaut au 31 décembre :

K€	2010	2009
Crédits en défaut - total d0	1 383	4 600

En 2010, United Anodisers S.A. a continué à honorer toutes les échéances de service de ses dettes, conformément aux termes contractuels.

14. DROITS ET ENGAGEMENTS

14.1 Engagements

Les paiements de loyers minimaux dans le cadre de leasings opérationnels non résiliables s'établissent comme suit :

K€	2010	2009
A moins d'un an	294	101
Entre deux et cinq ans	668	378
A plus de cinq ans	17	-
Total	979	479

Ces leasings concernent en général des locations de véhicules de société ou des camions ou équipement industriels, dont certains donnent la possibilité d'exercer une option d'achat à la fin du leasing. Les montants représentent la somme des flux futurs non actualisés.

Les paiements de loyers minimaux dans le cadre de leasings financiers non résiliables s'établissent comme suit :

K€	2010	2009
A moins d'un an	12	-
Entre deux et cinq ans	43	-
A plus de cinq ans	-	-
Total	55	-

Certains actifs de la société font l'objet d'une inscription hypothécaire de premier rang. Au 31 décembre 2010, ils se chiffraient à 1 399 K€ (2009: 1 593 K€) pour United Anodisers S.A., 5 197 K€ (2009: 5 477 K€) en premier et second rang pour Coil GmbH et 1 222 K€ (2009 : 1 206 K€) pour United Anodisers et ses filiales. United Anodisers S.A. se porte caution de Coil GmbH pour un montant maximum de 13 580 K€. Par ailleurs, le fonds de commerce de la Société United Anodisers S.A. a été nanti à l'occasion de la mise en place des nouveaux emprunts bancaires et le groupe s'est engagé à ne pas hypothéquer davantage les immobilisations du groupe.

14.2) Passifs éventuels

Dans l'exercice de ses activités, le Groupe reçoit, de temps à autre, des réclamations concernant les produits traités. Lorsque ce genre de réclamation met clairement en cause sa responsabilité, la politique de la société a toujours été de régler le litige au plus vite. Dans d'autres cas, la société peut être amenée à participer avec d'autres parties à une procédure juridique au terme de laquelle la responsabilité finale pourra être imputée au fournisseur de métal, au fournisseur de matières premières, voire à la partie responsable de l'usage final ou de l'installation du métal traité par la société. Comme il est d'usage dans ce genre de situation, il se peut en outre que le montant réclamé par une tierce partie excède toute indemnisation raisonnable du préjudice que ladite tierce partie affirme avoir subi. Cela étant, le Groupe ne considère pas qu'une ou plusieurs réclamations en suspens puissent avoir une incidence significativement négative sur ses activités ou sa situation financière.

15. PLAN DE PENSIONS

Les plans de type « régime à prestations définies » concernent uniquement 4 personnes employées en Belgique.

Provision pour engagement net reconnue au bilan :

K€	2010	2009
Valeur actualisée des obligations de pension financées	30	25
Juste valeur des actifs du plan	27	25
Valeur actualisée des obligations de pension non-financées	3	-

La variation de valeur de l'obligation et des actifs du plan entre le 31 décembre 2009 et 2010 étant non significative, elle n'a pas fait l'objet d'une présentation détaillée.

Les actifs sont détenus par des compagnies d'assurance et sont financés par des contributions d'United Anodisers et par les membres du personnel.

L'évaluation actuarielle des actifs du plan et obligations liées à ce plan a été effectuée au 31 décembre 2010 par EBCS N/V. Les hypothèses principales utilisées pour la valorisation actuarielle sont illustrées ci-dessous :

%	2010	2009
Taux d'actualisation	4,25	6,25
Retour attendu sur actifs du plan	3,25	3,25
Taux d'augmentation de salaire attendu	2	1,5
Inflation	2	2
Taux de rendement attendu des actifs	3,25	3,25

Le taux réel de rendement des actifs du plan n'a pas été substantiellement différent du taux de rendement attendu.

16. PARTIES LIEES

Le Groupe a enregistré les charges suivantes pour rémunération et autres avantages des principaux dirigeants durant l'exercice :

Catégorie de partie liée	K€
Administrateurs	81
Administrateur déléguée (CEO)	801
Management exécutif	472

Elles représentent uniquement les avantages à court terme dus aux salariés. Les dirigeants ne bénéficient d'aucun autre avantage (indemnités de départs en retraites, de fin de contrats de travail ou paiement en actions).

Le président du conseil d'administration depuis le 10 décembre 2010, James Clarke est aussi le propriétaire de Hallco 1015 Limited. Cette société facture des loyers à United Anodisers Limited selon les modalités d'un bail signé le 25 juin 2004. Le montant des loyers a atteint 159 000 £ (environ 185 K€) en 2010.

Au 31 décembre, le Groupe a enregistré une provision totale de 33 K€ pour rémunération due aux administrateurs.

Au 31 décembre, les seules autres créances et dettes existantes avec parties liées étaient celles avec d'autres entreprises du groupe et ont en conséquence été éliminées dans les états financiers présentés.

17. INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

17.1 Classification comptable et valeur de marché des instruments financiers

La classification des instruments financiers détenus par le Groupe et leur valeur de marché s'analysent comme suit :

K€	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs financiers				
Instruments dérivés évalués en juste valeur et qualifiés d'instruments de couverture	-	-	-	-
Prêts et créances au coût amorti	3 971	3 971	4 318	4 318
Trésorerie et équivalents de trésorerie en juste valeur	1 247	1 247	2 079	2 079
Passifs financiers				
Instruments dérivés évalués en juste valeur et qualifiés d'instruments de couverture	163	163	215	215
Créditeurs, emprunts et dettes au coût amorti	14 124	14 145	18 303	18 343

Sauf exceptions détaillées dans le tableau ci-dessous, les administrateurs considèrent que la valeur comptable des actifs et des passifs financiers valorisés à leur coût amorti dans les états financiers est proche de leur juste valeur :

K€	2010		2009	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Emprunts bancaires à taux d'intérêt fixe	4 623	4 643	3 926	3 966

Les valeurs mobilières de placement qualifiées d'équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice sont comptabilisées en juste valeur par résultat, leur juste valeur étant basée sur leur valeur de marché (cours coté).

Les emprunts et dettes financières sont comptabilisés au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE). Pour les emprunts bancaires du Groupe contractés à taux variables basés sur l'Euribor 3 mois, leur juste valeur à la clôture est assimilée à leur valeur au bilan.

La juste valeur des créances clients et des dettes fournisseurs est assimilée à leur valeur au bilan, compte tenu des échéances très courtes de paiement de ces créances. Il en est de même pour les autres créances et les autres dettes courantes.

La juste valeur des swaps correspond à la valorisation de ces instruments effectuée par leur banque émettrice.

Le Groupe a distingué trois catégories d'instruments financiers selon les conséquences qu'ont leurs caractéristiques sur leur mode de valorisation et s'appuie sur cette classification pour exposer certaines des informations demandées par la norme IFRS 7 :

- catégorie de niveau 1 : instruments financiers faisant l'objet de cotations sur un marché actif ;
- catégorie de niveau 2 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant sur des paramètres observables ;
- catégorie de niveau 3 : instruments financiers dont l'évaluation fait appel à l'utilisation de techniques de valorisation reposant pour tout ou partie sur des paramètres inobservables ; un paramètre inobservable étant défini comme un paramètre dont la valeur résulte d'hypothèses ou de corrélations qui ne reposent ni sur des prix de transactions observables sur les marchés, sur le même instrument à la date de valorisation, ni sur les données de marché observables disponibles à la même date.

A la clôture, le Groupe détient les actifs et passifs financiers suivants évalués en juste valeur :

K€	Ventilation par catégorie			
	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3	Total
Actifs				
Trésorerie et équivalents de trésorerie	1 247	-	-	1 247
Passifs				
Instruments dérivés	-	163	-	163

17.2 Objectifs de la gestion du risque financier

Ces risques comprennent le risque de marché (notamment le risque de change, les risques sur taux d'intérêt liés à la juste valeur et le risque de prix), le risque de crédit, le risque de liquidité et les risques sur taux d'intérêt liés aux liquidités.

Le Groupe s'efforce de minimiser les effets de ces risques en utilisant de temps en temps des instruments financiers dérivés pour couvrir cette exposition. L'utilisation de dérivés financiers est décidée au cas par cas. Le Groupe n'engage, ni ne négocie d'instruments financiers, y compris des instruments financiers dérivés, à des fins spéculatives.

17.3 Risque de crédit

Le risque de crédit auquel le Groupe est exposé provient essentiellement des créances et engagements commerciaux vis-à-vis des clients du Groupe, ainsi que de la trésorerie et des équivalents de trésorerie en dépôt auprès des établissements bancaires et des instruments financiers et produits de gré à gré contractés avec des institutions financières.

Le Groupe a adopté une politique qui n'autorise à commercer qu'avec des contreparties solvables et à obtenir des garanties suffisantes, le cas échéant, afin d'atténuer le risque de défaillances.

Les clients se répartissent entre différents secteurs industriels et différentes zones géographiques. L'évaluation continue du crédit se fait en fonction de la santé financière des clients et, le cas échéant, une couverture par une assurance-crédit est mise en place. Le Groupe utilise les informations financières à la disposition du public et ses propres antécédents de négociation pour coter ses principaux clients.

Le risque de crédit sur les avoirs liquides et instruments financiers dérivés est limité parce que les contreparties sont des banques dont la cote de crédit attribuée par des agences de notation internationales est élevée.

17.4 Risques de marché

Les activités du Groupe l'exposent en tout premier lieu au risque des variations des taux de change des devises étrangères et des taux d'intérêt. Le Groupe engage certains instruments financiers dérivés pour gérer son exposition au risque de variation des taux d'intérêt et des taux de change des devises étrangères, notamment :

- des contrats de change à terme pour couvrir le risque de variation des taux de change provenant de l'exportation. Aucun contrat n'a été en contracté pendant l'exercice 2010 ;
- des swaps de taux d'intérêt pour atténuer le risque de hausse des taux d'intérêt.

17.4.1 Gestion du risque de variation des taux de change des devises étrangères

Le Groupe effectue certaines transactions libellées en monnaies étrangères. Le chiffre d'affaires réalisé en USD pendant l'année 2010 a atteint 1 209 K€. L'exposition au risque de variation des taux de change est minimale du fait que les revenus et charges libellés en monnaie étrangère sont en général engagés simultanément et majoritairement sur les mêmes durées. Quand cela n'est pas le cas, le Groupe peut décider d'utiliser des contrats de change à terme.

Analyse de sensibilité aux devises étrangères

Le Groupe est surtout exposé à la devise des sociétés basées au Royaume-Uni (livre sterling). L'impact d'une augmentation ou d'une diminution du cours de la livre sterling de plus ou moins 10% serait de 145 K€ (2009 : 157 K€) au niveau des actifs courants (hors interco) et de 145 K€ (2009 : 137 K€) sur les passifs courants (hors interco). L'impact des changements de la livre sterling est pris en compte par le biais des écarts de conversion comptabilisés en capitaux propres. Les autres postes enregistrés en monnaie étrangères sont très peu significatifs.

La valeur comptable (hors actif net des filiales anglaises) des devises étrangères du Groupe dénommées actifs monétaires et passifs monétaires à la date du bilan est la suivante :

K€	2010		2009	
	GPB	USD	GPB	USD
Actifs courants	0	80	-	50
Passifs courants	9	10	-	10
Position bilancielle nette avant gestion	9	70	-	40
Couvertures en cours à la date de clôture	-	-	-	-
Position bilancielle nette après gestion	9	10	-	10
Cours des devises contre euro	0,846	1,32	-	1,43
Impact d'une variation du cours de plus ou moins 10 %	non significatif	non significatif	-	non significatif

17.4.2 Gestion du risque de liquidité et variation des taux d'intérêts

Le risque de liquidité est le risque de ne pas disposer des fonds nécessaires pour faire face aux engagements à leur échéance. Il concerne, d'une part, le risque que des actifs ne puissent être vendus rapidement dans des conditions satisfaisantes en cas de besoin et, d'autre part, le risque d'exigibilité anticipée des passifs ou de nonaccès au crédit à des conditions satisfaisantes.

Concernant les actifs financiers, le Groupe dispose essentiellement de disponibilités à l'exception des actifs financiers dédiés au financement de ses engagements au titre des pensions, et des créances envers ses clients (cf. risque de crédit). Le Groupe ne dispose donc pas de titres financiers significatifs susceptibles de présenter un risque de liquidité.

Dans la mesure du possible, le Groupe gère le risque de liquidité en se ménageant des réserves adéquates, des facilités bancaires et des facilités d'emprunt de réserve, en surveillant les prévisions et les flux de trésorerie réels et en ajustant les dates d'échéance des actifs et passifs financiers.

Tableaux des risques de liquidité et de variation des taux d'intérêt

Les taux d'intérêts et les échéances de remboursement des emprunts sont détaillés dans la Note 13.

Gestion des risques sur taux d'intérêts

Le Groupe est exposé au risque de taux d'intérêt presque exclusivement du fait de son endettement à long terme. Le risque est géré par le Groupe en maintenant un équilibre entre les emprunts à taux fixe et à taux variable, en ayant recours à des contrats de swap de taux d'intérêt et des accords de taux futur. Les activités de couverture sont régulièrement évaluées en matière de taux d'intérêt et de prise de risques, en vue d'optimiser les stratégies de couverture.

Analyse de sensibilité aux mouvements des taux d'intérêt

L'analyse de sensibilité a été effectuée en fonction de l'exposition aux taux d'intérêt pour les instruments dérivés et non dérivés à la date du bilan. Pour les dettes à taux variable, l'analyse porte sur la moyenne des encours du début et à la fin de l'année. Une augmentation ou une diminution de 1% est utilisée pour indiquer le risque de taux d'intérêt en interne aux membres de la direction.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 1%, toutes choses demeurant égales par ailleurs, le bénéfice du Groupe au 31 décembre 2010 aurait diminué ou augmenté de 59 K€ (2009: 44 K€). Cet écart est principalement dû à l'exposition du Groupe aux taux d'intérêt sur ses emprunts à taux variable.

Contrats de swap de taux d'intérêt

Au 31 décembre 2010, United Anodisers S.A. et Coil GmbH sont couvertes contre les fluctuations des taux d'intérêt variables par les contrats de swap de taux d'intérêt suivants:

Débiteur (K€)	Montant au 31 déc	Echéance	Contrepartie	Dû par le Groupe	Dû au Groupe	Valeur réelle au 31 décembre 2010	Valeur réelle au 31 décembre 2009	Impact sur le résultat total global en 2010
Coil GmbH	1 728	30/12/2013	Commerzbank	6,67 %	EURIBOR 3 mois + 1,85 %	-159	-178	19
Coil GmbH	169	30/06/2011	Commerzbank	6,72 %	EURIBOR 3 mois + 1,83 %	-2	-16	14
United Anodisers S.A.	250	26/01/2011	ING	3,07 %	EURIBOR 3 mois	-1	-20	19
TOTAL	2 147					-162	-214	52

Les swaps de taux d'intérêt entre la Société et ses contreparties font l'objet d'un règlement net une fois par trimestre. Le taux flottant sur les swaps des taux d'intérêt est le taux interbancaire en Euros (EURIBOR). Le Groupe règle la différence entre le taux d'intérêt fixe et le taux d'intérêt flottant sur une base nette.

Tous les contrats de swap de taux d'intérêt échangeant des montants d'intérêt à taux variable contre des montants d'intérêt à taux fixe, constituent des couvertures de flux de trésorerie dont le but est de réduire l'exposition du Groupe au risque de

liquidité résultant du taux d'intérêt variables des emprunts. Les swaps de taux d'intérêt sont parfaitement adossés aux emprunts couverts et sont donc totalement efficaces.

Les tableaux ci-dessous détaillent les échéances contractuelles du Groupe concernant ses passifs financiers. Les tableaux ont été élaborés en fonction des flux de trésorerie non actualisés des emprunts bancaires sur la base de la première date à laquelle le paiement peut être exigé du Groupe. Le tableau inclut les flux de trésorerie se rapportant aux sommes principales, aux intérêts contractuels et aux instruments dérivés.

K€	Flux de trésorerie dans la période:			
	Un an maximum	De deux à cinq ans	Après cinq ans	Total
2010				
Instruments à taux d'intérêt variable	1 474	2 583	1 398	5 455
Instruments à taux d'intérêt fixe	798	3 007	1 541	5 345
Instruments dérivés (swaps)	70	160	-	230
Total	2 341	5 750	2 939	11 030
2009				
Instruments à taux d'intérêt variable	5 608	2 137	2 029	9 774
Instruments à taux d'intérêt fixe	576	2 095	1 846	4 517
Instruments dérivés (swaps)	108	177	-	285
Total	6 292	4 409	3 875	14 576

18. FILIALES DE UNITED ANODISERS S.A./N.V.

Le tableau ci-dessous reprend la liste des sociétés dans lesquelles la Société détient des actions directement ou indirectement.

Nom de la société	Pays de constitution	% du capital détenu (directement ou indirectement)
Coil GmbH	Allemagne	100%
United Anodisers Holdings Limited	Angleterre	100%
Heywood Metal Finishers Limited	Angleterre	100%
LTH Anodisers Limited	Angleterre	100%
United Anodisers Limited	Angleterre	100%
OLD LHT Anodisers Limited	Angleterre	100%
United Anodisers SAS	France	100%

Durant le 1^{er} semestre 2010, la restructuration des entités juridiques anglaises, sous contrôle commun, a été achevée. Heywood Metal Finishers Limited et LTH Anodisers Limited ont été combinées en une seule entité, dorénavant nommée « United Anodisers Limited ». Cette opération n'a pas eu d'impact sur les comptes consolidés du Groupe.

19. ÉVÉNEMENTS POSTÉRIEURS À LA DATE DE CLÔTURE

Transfert sur Alternext

Le 7 Mars 2011, une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la décision du Conseil d'administration de transférer la cotation des titres United Anodisers du marché Euronext Paris vers le marché Alternext Paris.

Depuis la cotation du Groupe en 1996, les conditions de cotation sur un marché réglementé sont devenues trop pesantes pour les petites capitalisations. Cette situation a été aggravée avec l'intégration des règles de gouvernance d'entreprise dans le droit belge des sociétés en 2010. Avec ce transfert, le groupe va désormais se retrouver dans un environnement réglementaire similaire à celui qui prévalait au moment de son introduction en Bourse ; les coûts devraient être maintenus à des niveaux existants et plus de temps sera consacré à la gestion de l'entreprise.

Le conseil d'administration ne pense pas que ce changement de marché boursier aura un impact défavorable sur la liquidité des actions ordinaires de la Société.

Nouveaux investissements proposés en Allemagne

Le 9 Mars 2011, le Groupe a annoncé qu'il avait l'intention d'investir jusqu'à 18,0 M € dans son site de production à Bernburg en Allemagne.

L'objet est de construire une nouvelle ligne d'anodisation en continu d'une capacité de 15.000 tonnes et dédiée à la production de tôles épaisses pour les marchés du bâtiment, une ligne de coupe à longueur permettant de transformer les bobines d'aluminium en tôles, ainsi qu'un nouvel entrepôt logistique.

Ces investissements devraient bénéficier des subventions d'investissement de la région de Saxe Anhalt à hauteur de 38% du montant total de l'investissement, ainsi que des prêts bonifiés et des garanties de prêts à long terme.

Les investissements proposés sont conçus pour répondre aux difficultés à répondre à la demande actuelle et également accroître la capacité de production pour accélérer le développement sur les marchés émergents hors d'Europe.

Coil International

Le 9 Mars 2011, le Groupe a annoncé la création d'une nouvelle business unit dont l'objectif est de centraliser l'achat d'aluminium au sein du Groupe et la vente d'aluminium pré-anodisé hors d'Europe. De nouveaux accords de distribution ont été établis dans la plupart des grandes économies en Amérique du Nord, en Corée du Sud, en Chine et en Asie du Sud Est, aux Emirats Arabes Unis et au Qatar. Le Groupe entend consolider cette action en 2011 en Indonésie, aux Philippines, au Vietnam, en Inde et au Brésil.

20. INFORMATIONS RELATIVES A L'ARTICLE 134 DU CODE DES SOCIETES SUR LES EMOLUMENTS RECUS PAR NOTRE SOCIETE DE COMMISSARIAT AUX COMPTES

Nous vous informons des émoluments reçus par notre société de commissariat aux comptes au titre de l'exercice 2010.

Commissariat aux comptes	57 K€
Autres missions d'attestation	5 K€
Autres missions	22 K€

COMPTES STATUTAIRES 2010

Comptes annuels statutaires audités de la société
United Anodisers S.A./N.V.

pour l'exercice clos le 31 décembre 2010
préparés conformément aux normes belges

RAPPORT DE GESTION 2010 - UNITED ANODISERS SA / NV

Introduction

2010 a été une année de forte amélioration des performances de la Société. Le chiffre d'affaires a augmenté de 15% pour atteindre 18 702 K€ et ses marges se sont fortement améliorées.

La récession mondiale qui a résulté de la crise financière au troisième trimestre 2008 a été la plus profonde jamais connue dans l'histoire de la Société. Elle a conduit à un effondrement du prix de l'aluminium et un déstockage sans précédent des distributeurs de métal, des fabricants et des revendeurs qui a perduré tout au long de 2009.

Les effets de la récession se sont fait sentir immédiatement dès le quatrième trimestre de 2008. La baisse des ventes a été si importante qu'elle a très rapidement conduit la Société à restructurer ses activités afin de diminuer les coûts variables et fixes grâce à de nouvelles répartitions des capacités entre les lignes de production, de nouvelles pratiques de travail et de petits investissements de productivité offrant un retour sur investissement rapide.

Les effets bénéfiques de cette réorganisation de l'activité d'anodisation en continu sont perceptibles dans l'augmentation des marges en 2010. Les marges sont également améliorées par une forte augmentation des ventes à partir de janvier 2010. Cette croissance, portée par une reprise rapide du marché des produits laminés plats en aluminium et initialement alimentée par une reconstitution des stocks due à une hausse des prix de l'aluminium, s'est poursuivie sur le reste de l'année. En conséquence, le résultat opérationnel a atteint 1 166 K€ (6.23% du chiffre d'affaires), ce qui représente une augmentation de 2 822 K€ comparé à la perte opérationnelle de 1 656 K€ (-10.2% du C.A.) enregistrée en 2009.

L'état très sain du marché a cependant présenté d'autres interrogations. La crise de 2009 a conduit à une diminution de la capacité de laminage engendrant une pénurie d'offre sur le marché face à une demande en forte hausse. Cette situation a affecté négativement le niveau d'activité de la Société sur le quatrième trimestre de 2010.

En décembre 2010, United Anodisers S.A. / N.V. a remboursé ses encours relatifs à un prêt à terme syndiqué et à un crédit revolving. Dans le même temps, la Société a conclu un nouveau prêt à terme de 2,1 M€ d'une durée de 5 ans et un crédit revolving de 1,5 M€ avec deux de ses banques existantes, BNP Paribas Fortis et Banca Monte Paschi Belgio.

En total, les dettes financières ont baissé de 2 530 K€ pour atteindre 2 339 K€ et le ratio d'endettement a baissé pour atteindre 0.14 comparé à 0.35 au 31 décembre 2010. Le résultat financier s'est amélioré de 100 K€ et a atteint une perte de seulement 20 K€ pour l'exercice 2010.

Le résultat net est positif de 1 146 K€, en amélioration de 2 739 K€ comparé à 2009.

Le groupe a fait des efforts pour limiter les investissements tout en faisant un maximum de maintenance préventive. Le total des immobilisations a en conséquence baissé de 1 237 K€. L'augmentation de l'activité a entraîné une légère augmentation des besoins en fonds de roulement de 292 K€.

Les capitaux propres de la Société ont augmenté avec le montant du résultat net de l'année pour atteindre 12 258 K€.

Recherche et développement

La Société considère que l'anodisation est le meilleur traitement de l'aluminium, permettant des gammes très larges de couleurs et de finitions, couplées à une protection efficace de très longue durée. Etant donné la croissance projetée du marché global et les avantages environnementaux de l'aluminium, la Société ne cherche pas à diversifier en dehors du marché de

l'anodisation. Tout travail de développement des produits et des procédés (en interne ou avec la participation des tiers) sera effectué dans le but d'élargir la gamme de produits anodisés plutôt que dans un optique de recherche et développement pur.

Facteurs de risque opérationnels

La Société est évidemment sujet à des risques industriels normaux, qui affectent toute entreprise, comme la concurrence, le risque de substitution de produit, le risque de liquidité, la capacité à lever des fonds nouveaux, la responsabilité du fait des produits, la qualité et la continuité du management, l'efficacité de la stratégie, la solvabilité des clients et tous les autres risques assurables usuels.

Les activités de la Société utilisent des produits chimiques et des quantités d'eau importantes. Ceci exige une gestion pointue de l'environnement et des investissements afin de rester en conformité avec les lois environnementales. Le procédé de production de la société est électrochimique ; il exige une consommation significative d'énergie électrique et, en conséquence, rend l'entreprise vulnérable à des évolutions à la hausse des coûts énergétiques susceptibles de ne pas pouvoir être intégralement répercutées dans les prix de vente.

La demande peut périodiquement être influencée par le déstockage ou le réapprovisionnement des distributeurs de métal en réaction aux mouvements marqués des prix de l'aluminium. Etant donné le rapport élevé des coûts fixes inhérents à l'activité de la société, les fluctuations du chiffre d'affaires peuvent avoir un effet significatif sur le cash flow et la rentabilité.

Compte tenu de la nouvelle activité « Projets », menée sous le nom « United Anodisers », la Société devra maintenant fournir le métal sur lequel il applique le traitement de surface. Ceci implique, pour une partie de l'activité, l'achat et la vente de métal. Selon la politique de la Société, dès qu'une commande est reçue d'un client, le métal est immédiatement acheté au laminoir à des prix prédéterminés selon les prix à terme LME applicables en fonction du calendrier de livraison du projet. Les risques de change sont couverts à terme quand cela est jugé nécessaire. Occasionnellement, la Société peut, pour des raisons opérationnelles, maintenir des niveaux de stocks de métal très limités, dont la valeur sera objet de fluctuations en fonction des variations du prix LME pour l'aluminium.

La demande d'aluminium laminé en Europe peut ponctuellement être très élevée et excéder la capacité disponible. Puisque la Société peut uniquement traiter le métal de la plus haute qualité, ce type de métal ne provient généralement que des laminoirs européens. Le manque ponctuel de capacité des laminoirs peut générer des délais de livraison. Ce problème de capacité peut provoquer un manque de métal sur le marché, ce qui a pour conséquence de réduire la quantité de métal disponible pour un traitement par la Société et, en conséquence, ponctuellement freiner la croissance des ventes.

A la connaissance de la Société, il n'y a pas d'autres facteurs susceptibles d'avoir une influence notable sur le développement de la Société.

Instruments financiers dérivés

La Société a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir des risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées). La politique de la Société consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Achats d'actions propres

La Société a procédé en 2010 à des rachats d'actions propres dans le cadre d'un contrat de liquidité conclu avec la société de bourse française Portzamparc, exclusivement pour assurer la liquidité de l'action United Anodisers, cotée sur Euronext Paris (compartiment C). Ces rachats d'actions ont fait l'objet d'un rapport mensuel à l'Autorité des Marchés Financiers en France («AMF»).

Le pair comptable des actions acquises ou cédées pendant l'exercice 2010 s'élève à 3,03€. Les 78 535 actions acquises en 2010 représentent 4,6% du capital souscrit et les 82 097 actions propres cédées en 2010, 4,8 % du capital souscrit. Le prix total des acquisitions d'actions propres en 2010 s'élève à 302 197 € et les cessions en 2010 représentent une contrevaletur totale de 307 912 €. Le nombre total d'actions propres détenues par la Société au 31 décembre 2010 est de 4 215 actions, représentant 0,2% du capital souscrit. Depuis le démarrage du contrat, la Société a fait l'acquisition d'un total de 140 768 actions propres et à la cession d'un total de 224 390 actions propres.

Conseil d'administration et structure de l'actionariat

À l'initiative de certains gros actionnaires du groupe, d'importants changements ont eu lieu à la tête du Conseil d'Administration et de l'actionariat du groupe en 2010.

M. Laurent Chevalier a démissionné de sa fonction de président du Conseil en Juin 2010 à l'occasion de l'Assemblée générale annuelle et le mandat de M. Bernard Legrand, administrateur indépendant, n'a pas été renouvelé par les actionnaires lors de cette assemblée.

Au cours des troisième et quatrième trimestres, de nouveaux actionnaires sont entrés au capital de la Société et ont racheté les parts de Midland Montagu Investissement, le plus important détenteur d'actions ordinaires de la Société.

En Novembre 2010, M. Jim Clarke et M. Philip Hughes ont été élus par les actionnaires au conseil d'administration. M. Clarke a ensuite été nommé président du Conseil.

En Décembre 2010, M. Bertrand Piens et M. Jean-Pierre Castel, administrateurs indépendants (qui avaient initialement été prescrits en qualité d'administrateurs par M. Chevalier et M. Legrand) ont démissionné après avoir fait état de divergences d'opinion avec d'autres membres du Conseil.

Le Conseil d'Administration estime que le nouveau conseil représente un vaste éventail d'intérêts et d'expérience et qu'il est bien placé pour soutenir l'équipe de direction dans le développement de la création de valeur pour les actionnaires au regard de certaines opportunités très intéressante, mais difficiles pour la Société.

Evènements postérieurs à la clôture

Transfert sur Alternext

Le 7 Mars 2011, une Assemblée Générale Extraordinaire a approuvé la décision du Conseil d'administration de transférer la cotation des titres United Anodisers du marché Euronext Paris vers le marché Alternext Paris.

Depuis la cotation de la Société en 1996, les conditions de cotation sur un marché réglementé sont devenues trop pesantes pour les petites capitalisations. Cette situation a été aggravée avec l'intégration des règles de gouvernance d'entreprise dans le droit belge des sociétés en 2010. Avec ce transfert, le groupe va désormais se retrouver dans un environnement

réglementaire similaire à celui qui prévalait au moment de son introduction en Bourse ; les coûts devraient être maintenus à des niveaux existants et plus de temps sera consacré à la gestion de l'entreprise.

Le conseil d'administration ne pense pas que ce changement de marché boursier aura un impact défavorable sur la liquidité des actions ordinaires de la Société.

Nouveaux investissements proposés en Allemagne

Le 9 Mars 2011, la Société a annoncé qu'il avait l'intention d'investir jusqu'à 18,0 M € dans son site de production à Bernburg en Allemagne.

L'objet est de construire une nouvelle ligne d'anodisation en continu d'une capacité de 15.000 tonnes et dédiée à la production de tôles épaisses pour les marchés du bâtiment, une ligne de coupe à longueur permettant de transformer les bobines d'aluminium en tôles, ainsi qu'un nouvel entrepôt logistique.

Ces investissements devraient bénéficier des subventions d'investissement de la région de Saxe Anhalt à hauteur de 38% du montant total de l'investissement, ainsi que des prêts bonifiés et des garanties de prêts à long terme.

Les investissements proposés sont conçus pour répondre aux difficultés à répondre à la demande actuelle et également accroître la capacité de production pour accélérer le développement sur les marchés émergents hors d'Europe.

Coil International

Le 9 Mars 2011, la Société a annoncé la création d'une nouvelle business unit dont l'objectif est de centraliser l'achat d'aluminium au sein de la Société et la vente d'aluminium pré-anodisé hors d'Europe. De nouveaux accords de distribution ont été établis dans la plupart des grandes économies en Amérique du Nord, en Corée du Sud, en Chine et en Asie du Sud Est, aux Emirats Arabes Unis et au Qatar. La Société entend consolider cette action en 2011 en Indonésie, aux Philippines, au Vietnam, en Inde et au Brésil.

Perspectives pour 2011

La situation économique générale continue de s'améliorer et est tirée principalement par les marchés émergents. Certains facteurs d'incertitudes pourraient néanmoins perturber la dynamique de cette reprise (force de l'euro, situation politique au Moyen-Orient, hausse des prix des denrées alimentaires).

En anodisation en continu, les niveaux de la demande au premier trimestre de 2011 sont restés élevés. La demande actuelle pour les produits laminés plats en aluminium devrait rester forte pendant les mois à venir. Cette tendance se traduit par de très longs délais pour la livraison de bobines d'aluminium en Europe.

Hors d'Europe, la Société consacre des ressources importantes pour développer les nouvelles économies mondiales émergentes. L'aluminium anodisé dispose d'une exceptionnelle durabilité et d'une excellente recyclabilité ; il est léger et son aspect reflète parfaitement la modernité d'un monde en développement.

Les activités d'anodisation par lots de la Société sont concentrées au Royaume-Uni. Cette économie devrait prendre plus de temps à se redresser comparativement aux autres économies du nord de l'Europe continentale. Les profondes réductions des dépenses publiques auront nécessairement des répercussions sur le financement de nouveaux bâtiments publics. Nonobstant, des signes encourageants d'une reprise au Royaume-Uni apparaissent dans le secteur privé avec des projets architecturaux haut de gamme, pour lesquels les produits d'anodisation par lots de la Société sont généralement employés.

Le conseil d'administration estime que les produits de la Société sont encore mieux adaptés aux besoins de 2011 qu'en 1972, date à laquelle ils ont d'abord été introduits en Europe. La Société détient une position de premier plan sur le marché mondial qu'il cherche à consolider encore davantage dans les marchés émergents. La Société reste la référence mondiale en matière de qualité, il est régulièrement choisi comme fournisseur exclusif en produits anodisés pour des projets architecturaux emblématiques à travers le monde.

COMPTES STATUTAIRES 2010

N° 0448204633

C 2.1

BILAN APRES REPARTITION

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
ACTIF				
ACTIFS IMMOBILISES		20/28	11.416.801	12.653.625
Frais d'établissement	5.1	20		3.267
Immobilisations incorporelles	5.2	21	71.332	80.365
Immobilisations corporelles	5.3	22/27	6.270.496	7.532.939
Terrains et constructions.....		22	1.399.438	1.593.051
Installations, machines et outillage.....		23	4.863.439	5.931.197
Mobilier et matériel roulant.....		24	7.619	8.691
Location-financement et droits similaires		25		
Autres immobilisations corporelles		26		
Immobilisations en cours et acomptes versés		27		
Immobilisations financières	5.4/ 5.5.1	28	5.074.973	5.037.054
Entreprises liées	5.14	280/1	5.049.191	4.987.371
Participations		280	3.537.664	3.537.664
Créances		281	1.511.527	1.449.707
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	5.14	282/3		
Participations		282		
Créances		283		
Autres immobilisations financières		284/8	25.782	49.683
Actions et parts		284		
Créances et cautionnements en numéraire		285/8	25.782	49.683
ACTIFS CIRCULANTS		29/58	6.652.044	7.432.722
Créances à plus d'un an		29		
Créances commerciales		290		
Autres créances		291		
Stocks et commandes en cours d'exécution		3	1.017.869	957.501
Stocks		30/36	1.017.869	957.501
Approvisionnements		30/31	1.017.869	957.501
En-cours de fabrication		32		
Produits finis		33		
Marchandises		34		
Immeubles destinés à la vente		35		
Acomptes versés		36		
Commandes en cours d'exécution		37		
Créances à un an au plus		40/41	4.445.052	4.857.472
Créances commerciales		40	2.337.035	2.386.867
Autres créances		41	2.108.017	2.470.605
Placements de trésorerie	5.5.1/ 5.6	50/53	532.135	629.412
Actions propres		50	19.986	24.109
Autres placements		51/53	512.149	605.303
Valeurs disponibles		54/58	590.467	926.122
Comptes de régularisation	5.6	490/1	66.521	62.215
TOTAL DE L'ACTIF		20/58	18.068.845	20.086.347

COMPTES STATUTAIRES 2010

N°		0448204633		C 2.2	
PASSIF					
	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent	
CAPITAUX PROPRES		10/15	12.258.494	11.112.436	
Capital	5.7	10	5.257.614	5.257.614	
Capital souscrit		100	5.257.614	5.257.614	
Capital non appelé		101			
Primes d'émission		11	2.806.324	2.806.324	
Plus-values de réévaluation		12			
Réserves		13	487.098	429.796	
Réserve légale		130	387.098	329.796	
Réserves indisponibles		131	100.000	100.000	
Pour actions propres		1310	100.000	100.000	
Autres		1311			
Réserves immunisées		132			
Réserves disponibles		133			
Bénéfice (Perte) reporté(e)		14	3.707.458	2.618.702	
Subsides en capital		15			
Avance aux associés sur répartition de l'actif net		19			
PROVISIONS ET IMPOTS DIFFERES		16	117.829	111.149	
Provisions pour risques et charges		160/5	117.829	111.149	
Pensions et obligations similaires		160	117.829	111.149	
Charges fiscales		161			
Grosses réparations et gros entretien		162			
Autres risques et charges	5.8	163/5			
Impôts différés		168			
DETTES		17/49	5.692.522	8.862.762	
Dettes à plus d'un an	5.9	17	1.908.398	238.967	
Dettes financières		170/4	1.908.398	238.967	
Emprunts subordonnés		170			
Emprunts obligataires non subordonnés		171			
Dettes de location-financement et assimilées		172			
Etablissements de crédit		173	1.908.398	238.967	
Autres emprunts		174			
Dettes commerciales		175			
Fournisseurs		1750			
Effets à payer		1751			
Acomptes reçus sur commandes		176			
Autres dettes		178/9			
Dettes à un an au plus		42/48	3.772.295	8.310.689	
Dettes à plus d'un an échéant dans l'année	5.9	42	430.569	4.630.830	
Dettes financières		43			
Etablissements de crédit		430/8			
Autres emprunts		439			
Dettes commerciales		44	2.367.723	2.449.268	
Fournisseurs		440/4	2.367.723	2.449.268	
Effets à payer		441			
Acomptes reçus sur commandes		46			
Dettes fiscales, salariales et sociales	5.9	45	941.313	1.178.795	
Impôts		450/3	103.898	110.985	
Rémunérations et charges sociales		454/9	837.415	1.067.810	
Autres dettes		47/48	32.690	51.796	
Comptes de régularisation	5.9	492/3	11.829	313.106	
TOTAL DU PASSIF		10/49	18.068.845	20.086.347	

COMPTES STATUTAIRES 2010

N°	0448204633	C 3
----	------------	-----

COMPTE DE RESULTATS

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Ventes et prestations		70/74	19.201.629	16.640.671
Chiffre d'affaires	5.10	70	18.701.989	16.235.872
En-cours de fabrication, produits finis et commandes en cours d'exécution: augmentation (réduction) (+)/(-)		71		
Production immobilisée		72	23.211	14.849
Autres produits d'exploitation	5.10	74	476.429	389.950
Coût des ventes et des prestations		60/64	18.036.002	18.297.380
Approvisionnements et marchandises		60	6.882.349	6.138.088
Achats		600/8	6.950.345	5.983.757
Stocks: réduction (augmentation).....(+)/(-)		609	-67.996	154.331
Services et biens divers		61	5.058.202	5.804.583
Rémunérations, charges sociales et pensions (+)/(-)	5.10	62	4.121.055	4.140.480
Amortissements et réductions de valeur sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		630	1.546.501	1.839.503
Réductions de valeur sur stocks, sur commandes en cours d'exécution et sur créances commerciales: dotations (reprises)(+)/(-)	5.10	631/4	33.308	134.440
Provisions pour risques et charges: dotations (utilisations et reprises)(+)/(-)	5.10	635/7		
Autres charges d'exploitation	5.10	640/8	394.587	240.286
Charges d'exploitation portées à l'actif au titre de frais de restructuration (-)		649		
Bénéfice (Perte) d'exploitation(+)/(-)		9901	1.165.627	-1.656.709
Produits financiers		75	441.316	237.425
Produits des immobilisations financières		750	1.489	13.373
Produits des actifs circulants		751	2.416	17.424
Autres produits financiers	5.11	752/9	437.411	206.628
Charges financières	5.11	65	460.884	357.510
Charges des dettes		650	90.125	307.710
Réductions de valeur sur actifs circulants autres que stocks, commandes en cours et créances commerciales: dotations (reprises) (+)/(-)		651		
Autres charges financières		652/9	370.759	49.800
Bénéfice (Perte) courant(e) avant impôts (+)/(-)		9902	1.146.059	-1.776.794

COMPTES STATUTAIRES 2010

N°	0448204633	C 3
----	------------	-----

	Ann.	Codes	Exercice	Exercice précédent
Produits exceptionnels		76		
Reprises d'amortissements et de réductions de valeur sur immobilisations incorporelles et corporelles		760		
Reprises de réductions de valeur sur immobilisations financières		761		
Reprises de provisions pour risques et charges exceptionnels		762		
Plus-values sur réalisation d'actifs immobilisés		763		
Autres produits exceptionnels	5.11	764/9		
Charges exceptionnelles		66		153.119
Amortissements et réductions de valeur exceptionnels sur frais d'établissement, sur immobilisations incorporelles et corporelles		660		
Réductions de valeur sur immobilisations financières		661		
Provisions pour risques et charges exceptionnelles				
Dotations (utilisations)		662		
Moins-values sur réalisation d'actifs immobilisés		663		153.119
Autres charges exceptionnelles	5.11	664/8		
Charges exceptionnelles portées à l'actif au titre de frais de restructuration		669		
Bénéfice (Perte) de l'exercice avant impôts		9903	1.146.059	-1.929.913
Prélèvements sur les impôts différés		780		
Transfert aux impôts différés		680		
Impôts sur le résultat	5.12	67/77		
Impôts		670/3		
Régularisations d'impôts et reprises de provisions fiscales		77		
Bénéfice (Perte) de l'exercice		9904	1.146.059	-1.929.913
Prélèvements sur les réserves immunisées		789		
Transfert aux réserves immunisées		689		
Bénéfice (Perte) de l'exercice à affecter		9905	1.146.059	-1.929.913

COMPTES STATUTAIRES 2010

N° 0448204633

C 7

REGLES D'EVALUATION

A.Principe général

Les règles d'évaluation ont été établies en concordance avec l' Arrêté Royal du 6 octobre 1976 portant sur les comptes annuels des entreprises.

B.Règles propres à l'entreprise

Frais d'établissement : les frais d'établissement et les frais d'augmentation de capital amortis sur une période de 3 ans , les autres 5 ans .

Les coûts de restructuration et les frais d'étude : sont amortis sur la durée du projet auquel ils se rapportent.

Les frais d'établissement et les autres actifs incorporels relatifs à de nouveaux investissements et à leurs futures activités seront seulement dépréciés à partir de la mise en activité de la ligne.

Immobilisations incorporelles : sont amorties sur 3 à 5 ans

Immobilisations corporelles : Les actifs corporels sont valorisés à leur valeur d'acquisition et dépréciés de la façon suivante :

Terrains bâtis : 5% linéaire.
Terrains : 0% (le terrain a été réévalué à sa valeur actuelle).
Bâtiments : 5% - 10% linéaire.
Matériel et lignes d'anodisation : 10% - 20% linéaire.
Matériel de bureau, mobilier et software : 3 à 10 ans linéaire.
Installation sous leasing et frais supplémentaires : 10%.

Les immobilisations en cours : ne sont pas amorties avant leur mise en activité.

Stock : les stocks sont valorisés à leur valeur d'acquisition suivant la méthode FIFO ou à la valeur du marché à la date de clôture de l'exercice si celle-ci est inférieure à la valeur d'acquisition. Le stock des pièces détachées est régulièrement analysé et des moins values peuvent être enregistrés en fonction de l'ancienneté, du degré de rotation et du caractère stratégique des pièces de rechange.

Créances :les créances sont reprises à leur valeur nominale. Des réductions de valeur sont actées dès que le recouvrement de la créance est identifié comme incertain.

Dettes : sont reprises à leur valeur nominale

Les créances et dettes en devises étrangères sont converties au taux de change en vigueur à la fin de l'exercice.

Provision pour risques et charges

Après consultation des instances concernées, les provisions requises pour les litiges en cours, les intérêts de retard et les frais de gestion des dossiers sont enregistrées, sur base du principe de prudence.

En l'absence de critères légaux permettant d'inventorier les transactions avec des parties liées qui seraient conclues à des conditions autres que celles du marché, aucune information n'a pu être reprise dans l'état XVIIIbis.

Instruments financiers dérivés, opérations de couverture

United Anodisers a recours à des instruments financiers dérivés pour se couvrir des risques de taux d'intérêt découlant de ses activités de financement (couverture de flux de trésorerie futurs attribuables à des dettes financières comptabilisées).

La politique de United Anodisers consiste à ne pas s'engager dans des transactions spéculatives ou à effet de levier et à ne pas détenir ou émettre des instruments à des fins de transaction.

Les critères fixés par United Anodisers pour classer un instrument dérivé parmi les instruments de couverture sont les suivantes :

- " l'on s'attend à ce que la couverture soit efficace pour parvenir à compenser les variations de flux de trésorerie attribuables au risque couvert ;
- " l'efficacité de la couverture peut être évaluée de façon fiable;
- " il existe des documents appropriés décrivant la relation de couverture à l'origine de la couverture.

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Rapport du commissaire à l'assemblée générale des actionnaires de la société United Anodisers SA sur les comptes consolidés pour l'exercice clos le 31 décembre 2010

Conformément aux dispositions légales, nous vous faisons rapport dans le cadre du mandat de commissaire. Le rapport inclut notre opinion sur les comptes consolidés ainsi que les mentions complémentaires requises.

Attestation sans réserve des comptes consolidés

Nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de United Anodisers SA pour l'exercice clos le 31 décembre 2010, établis sur la base du référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne, dont le total du bilan s'élève à 27.461.410 EUR et dont le compte de résultats se solde par un bénéfice consolidé de 1.172.197 EUR.

Ces comptes comprennent plusieurs filiales significatives de droit belge ou de droit étranger dont le contrôle a été confié à d'autres réviseurs; dans le cadre de l'exercice de notre mission, nous avons obtenu leur attestation de la contribution de ces filiales à l'ensemble consolidé.

L'établissement des comptes consolidés relève de la responsabilité de l'organe de gestion. Cette responsabilité comprend : la conception, la mise en place et le suivi d'un contrôle interne relatif à l'établissement et la présentation sincère des comptes annuels consolidés ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs; le choix et l'application de règles des méthodes comptables appropriées ainsi que la détermination d'estimations comptables raisonnables au regard des circonstances.

Notre responsabilité est d'exprimer une opinion sur ces comptes sur la base de notre contrôle. Nous avons effectué notre contrôle conformément aux dispositions légales et selon les normes de révision applicables en Belgique, telles qu'édictees par l'Institut des Réviseurs d'Entreprises. Ces normes de révision requièrent que notre contrôle soit organisé et exécuté de manière à obtenir une assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives, qu'elles résultent de fraudes ou d'erreurs.

Conformément aux normes de révision précitées, nous avons mis en œuvre des procédures de contrôle en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les comptes annuels consolidés. Le choix de ces procédures relève de notre jugement, de même que l'évaluation du risque que les comptes annuels consolidés contiennent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans le cadre de cette évaluation de risque, nous avons tenu compte du contrôle interne en vigueur dans la société visant à l'établissement et à la présentation sincère des comptes annuels consolidés afin de définir les procédures de contrôle appropriées dans les circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la société. Nous avons également évalué le bien-fondé

des règles des méthodes comptables, des règles de consolidation et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la société, ainsi que la présentation des comptes annuels consolidés dans leur ensemble. Enfin, nous avons obtenu de l'organe de gestion et des préposés de la société les explications et informations requises pour notre contrôle. Nous estimons que les éléments probants recueillis fournissent une base raisonnable à l'expression de notre opinion.

A notre avis, les comptes consolidés clos le 31 décembre 2010 donnent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie de l'ensemble consolidé, conformément au référentiel de Normes internationales d'information financière tel qu'adopté dans l'Union européenne.

Mentions complémentaires

L'établissement et le contenu du rapport consolidé de gestion relèvent de la responsabilité de l'organe de gestion.

Notre responsabilité est d'inclure dans notre rapport par les mentions complémentaires suivantes qui ne sont pas de nature à modifier la portée de l'attestation des comptes consolidés:

- Le rapport consolidé de gestion traite des informations requises par la loi et concorde avec les comptes consolidés. Toutefois, nous ne sommes pas en mesure de nous prononcer sur la description des principaux risques et incertitudes auxquels l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation est confronté, ainsi que de sa situation, de son évolution prévisible ou de l'influence notable de certains faits sur son développement futur. Nous pouvons néanmoins confirmer que les renseignements fournis ne présentent pas d'incohérences manifestes avec les informations dont nous avons connaissance dans le cadre de notre mandat.

Anvers, 29 Avril 2011

BDO Réviseurs d'Entreprises Soc. Civ. SCRL

Commissaire

Représentée par Lieven van Brussel